

L'Observateur ^{ocde}

N° 266 Mars 2008

www.observateurocde.org

Changement climatique :
les actions gouvernementales

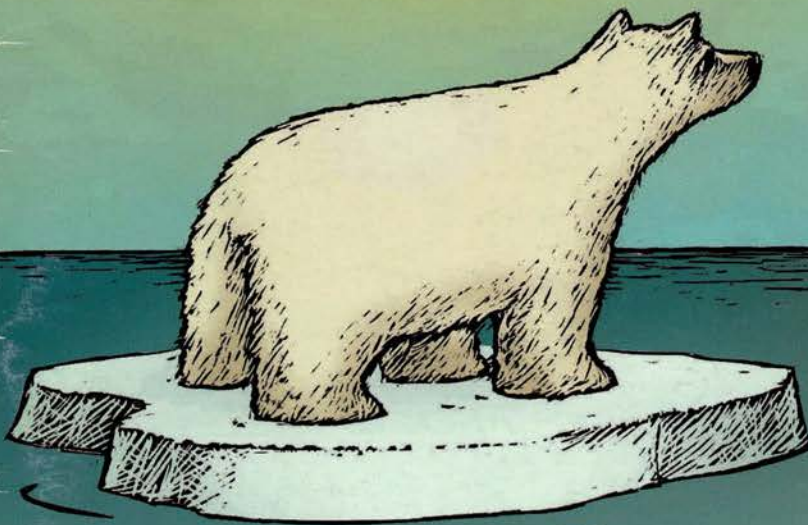
Démarrage du Forum des transports

Heures travaillées
et différences de revenu

Fraude immobilière

Climat

Agir maintenant !



ANNONCEMENT... RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT... RÉUNION



SICAIRE Marie-Ange
EXD OPS IMSD
BOULOGNE/3



Et penser qu'ici passe notre gazoduc

Programme local de travail. Programme local de contrôle environnemental. Programme de soutien au développement local. Aide aux professeurs des centres d'éducation de la vallée de Kepashiato. Renforcer les capacités des mères de Kiteni. Formation des communautés rurales natives. Bourses d'études pour les étudiants universitaires natifs.

Notre objectif est de générer confiance et coopération dans la gestion des communautés.



LETTRES

- 2 Questions européennes,
Votre avis.org

ÉDITORIAL

- 3 Lutter contre le changement
climatique
Angel Gurría

EN BREF

- 4 Perspectives assombries ;
Le transport s'attaque au CO₂ ;
Revers pour le développement ;
Brèves : Compétences des adultes,
Wikigender, Élargissement du Centre
de développement, Pensions ;
Alourdissement fiscal ; L'affaire du
Liechtenstein ; Économie ; Verbatim ;
Les promesses de l'Est ; Visite
brésilienne ; Best of...

DOSSIER SPÉCIAL ENVIRONNEMENT

- 9 Introduction : Éco-nomie
- 10 Mieux construire
- 11 Table ronde sur le changement
climatique :
Ce que font les ministres
Italie, Danemark, France, Japon,
Mexique
- 15 Choisir un programme
- 16 Quatre feux rouges
- 18 La bonne formule
- 20 Transport et énergie :
Le défi du changement climatique
Jack Short, Forum international des
transports



La bonne formule, page 18



Forum des transports, page 20



Dominique Strauss-Kahn, page 30

ÉCONOMIE

- 23 Compter les heures
- 25 Réforme économique : Des résultats
inégaux
- 27 Fraude fiscale et constructions
douteuses
Ignacio Gomez Jimenez

OECD.ORG

- 30 La valeur des réformes : Conférence
FMI/OCDE ; Discours récents
d'Angel Gurría
- 31 Nouveautés en ligne :
Wikigender.org, Questionnez les
économistes, OCDE.Stat, Portail sur
le haut débit ; Conforter la
concurrence ; Nouveaux
ambassadeurs
- 32 Calendrier ; Frankie.org

LIVRES

- 33 Pécher par excès
Sucrer les subventions ?
- 34 SourceOCDE : Nouvelles
publications
- 37 Sélection sur l'environnement
- 38 Comportements et capacités
BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

- 41 Énergie américaine ; Aide
environnementale
- 42 Indicateurs économiques
- 44 Nature et cultures ; Têtes migrantes

L'Observateur^{ocde}
www.observateurocde.org

En couverture

Climat Agir maintenant !

L'Observateur de l'OCDE
Dessin David Rooney

Fonte des calottes glaciaires, surpêche, faune menacée : à part quelques optimistes qui espèrent par exemple que le réchauffement climatique permettra de faire prospérer la viticulture dans la vallée de la Tamise, rares sont les écrits sur le changement climatique qui incitent à se réjouir. Le « scénario du pire » exposé dans les Perspectives de l'environnement de l'OCDE 2008 ne fait pas exception.

Heureusement, l'OCDE peut aussi prévoir un horizon bien plus positif, que les ministres de l'Environnement privilégieront lors de la conférence ministérielle en avril : nous pouvons surmonter les défis environnementaux, les politiques et les solutions nécessaires existent, elles sont réalistes et abordables, surtout si on compare leur coût à l'accumulation de richesses anticipée et au prix de l'inaction.

Mais il faut agir maintenant.



L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org
© OCDE 2008

Abonnement 2008:
€64 - US\$82 - £43 - ¥8 900
ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962
Le magazine de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.ocde.org

Publié en français et en anglais
par l'OCDE et
Pressgroup Holdings Europe SA
San Vicente, 16-6-1
46002 Valencia, Espagne
Tél. : +34 96 303 1000
Fax : +34 96 303 1234
hp@pressgroup.net

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE :
Ileana Epsztajn
JOURNALISTE : Lyndon Thompson
ASSISTANTS :
Joan Tassy, Lotte Verdier,
Madeleine Barry
ILLUSTRATIONS : André Faber,
David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :
Silvia Thompson
MARKETING : Toby Green

Pressgroup :
ÉDITEUR : Angus McGovern
RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ :
Liam Murray

Les demandes de reproduction ou de
traduction totales ou partielles des articles de
l'Observateur de l'OCDE doivent être adressées
au chef des éditions de l'OCDE :
2 rue André-Pascal,
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de
leurs auteurs et non pas nécessairement
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être
accompagnés de la mention « Reproduit (ou
traduit) de l'Observateur de l'OCDE » et de la
date du numéro. Les articles signés ne
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec
leur signature. Deux exemplaires significatifs
doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée au
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue
de rendre les manuscrits non sollicités.

PRESS
GROUP

Votre fenêtre sur l'OCDE



Abonnez-vous aujourd'hui au magazine primé* de l'OCDE sur www.observateurocde.org, ou utilisez le bon de commande page 47. En supplément gratuit, recevez L'OCDE en chiffres, un recueil de données original et pratique.

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de « the Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.

Questions européennes

Les nouvelles puissances chinoises et indiennes suscitent de nouveaux défis pour l'économie mondiale (voir les n° 263 et 264/265). Pour rester concurrentiel, il faut renforcer la coopération entre pays développés, et en particulier l'intégration européenne. La monnaie unique repose sur la réduction des obstacles, mais sa portée est entravée par un manque de mobilité des travailleurs. Actuellement, seuls 4 % de citoyens de l'UE travaillent hors de leurs frontières. Le système bancaire reste très cloisonné. On encouragerait grandement les migrations intra-européennes en facilitant, pour les citoyens de l'UE, l'ouverture de comptes bancaires dans d'autres pays de l'UE. De même, l'accès aux divers services sociaux de l'UE est entravé par la paperasserie, et les coûts des communications téléphoniques mobiles d'un pays à l'autre sont excessifs. Hélas, au lieu d'agir sur ces sujets très humains, les dirigeants européens se cantonnent à des questions très institutionnelles, comme le rôle des Commissaires ou les droits de vote. Le débat actuel sur le traité de Lisbonne est un repoussoir pour l'opinion publique et détourne l'attention de graves obstacles à la croissance économique.

Mark Simons
Londres, Royaume-Uni

La question des migrations de main-d'œuvre asiatique hautement qualifiée sera certainement très importante à l'avenir (voir par exemple « Globalisation and Labour Markets: Policy Issues Arising from the Emergence of China and India », Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 63, www.oecd.org/migrations). La société européenne est-elle prête à accueillir ces migrants qualifiés en grand nombre ? Et d'ailleurs, les Asiatiques du Sud ont-ils envie de pallier à la diminution de travailleurs en Europe ?

Les Indiens hautement qualifiés, par exemple, ne sont pas toujours attirés par l'Europe, et pas seulement à cause de la barrière linguistique. Nous devons nous efforcer de comprendre leur expérience de l'Europe. Un récent rapport de la Commission montre qu'alors même que les relations entre l'Asie et l'Europe se sont beaucoup intensifiées, leur connaissance mutuelle demeure inchangée. Les stéréotypes ont la vie dure : une Europe introspective et démodée d'un côté, une Asie éloignée, exotique, et présentant plus de défis que d'opportunités de l'autre. Pour beaucoup d'Asiatiques, l'Europe apparaît comme conservatrice et raciste plutôt que comme une terre où coulent le lait et le miel. En d'autres termes, l'Europe doit redorer son blason aux yeux des Asiatiques.

Il nous faut travailler en ce sens. L'Asie a appris de l'Europe pendant des décennies, mais l'Europe a-t-elle jamais cherché à apprendre d'autres cultures que la sienne, comme la culture indienne ?

Esther Bloch

Université de Gand, Belgique
Conférence à venir : « Europe and South Asia: Going beyond the Stereotypes », Gand, mai 2008, voir www.cultuurwetenschap.be

« Votre avis.org »

Voici une sélection des récents points de vue d'internautes mis en ligne sur www.observateurocde.org. Les contacts sont disponibles sur le site.

« Il est évident que les gouvernements ne peuvent financer l'entretien des infrastructures exclusivement par le biais du privé, mais vous n'évoquez pas le fait que beaucoup de problèmes existants proviennent d'années de désinvestissements des pouvoirs publics, souvent sous la pression du monde des affaires en faveur de coupes budgétaires et de limitations des coûts. Les infrastructures sont à maints égards le système sanguin des économies fortes, et les entreprises devraient chercher à renflouer le secteur public pour oxygéner ce système sanguin. Faire revenir l'argent dans l'escarcelle de l'État pour financer les infrastructures est dans l'intérêt du public et du privé ».

Un lecteur commentant
« Infrastructures : gare au déficit »,
n° 264/265, décembre 2007 -
janvier 2008.

« Lutter contre le changement climatique

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE



Eikonot Grammatikas/OCDE

Hausse de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, élévation des températures, multiplication des sécheresses et des tempêtes dévastatrices ; expansion des espaces urbains et agricoles entraînant l'extinction d'un nombre croissant d'espèces animales et végétales ; épuisement des ressources naturelles ; 1 milliard de personnes en plus vivant dans des zones pauvres en eau d'ici 2030 et recrudescence de la pollution, des maladies et des décès prématurés. Comment rester indifférent à ce scénario du pire, exposé dans l'édition 2008 des Perspectives de l'environnement de l'OCDE ?

Heureusement, l'OCDE peut aussi prévoir un horizon bien plus positif, que les ministres de l'Environnement de la planète privilégieront lors de l'importante conférence ministérielle de l'OCDE en avril : nous pouvons surmonter les défis environnementaux, les politiques et les solutions nécessaires existent, elles sont réalistes et abordables, surtout si on compare leur coût à l'accumulation de richesses anticipée et au prix de l'inaction.

Mais nous devons agir maintenant, pour des raisons aussi bien économiques qu'environnementales. Prenons l'exemple des nouveaux investissements en infrastructures énergétiques dans les pays émergents et développés dans la prochaine décennie. Il faut agir maintenant pour s'assurer que ces projets utilisent des technologies et des normes d'efficacité appropriées. C'est une occasion unique de nous épargner des investissements nettement plus coûteux à l'avenir.

Les chiffres sont éloquentes. D'après nos experts, il suffirait de se contenter d'une croissance du PIB mondial de 98 % d'ici 2030 – contre 99 % en cas de politiques inchangées – pour améliorer considérablement la qualité de l'air et de l'eau. Ce simple point de croissance sacrifié contribuerait à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un point de pourcentage sur un quart de siècle n'est pas un prix élevé, on peut l'envisager comme une prime d'assurance. Pas donné, certes, mais abordable.

Comment réaliser ce nécessaire investissement ? Nos Perspectives de l'environnement, publiées récemment, mettent à profit plusieurs décennies d'analyse et d'expertise environnementale à l'OCDE. Les questions économiques et environnementales y sont examinées sous tous les angles, en développant des modèles d'analyses et en exploitant les connaissances spécialisées d'autres organisations et d'agences nationales de la zone OCDE et au-delà.

Notre message est simple : avec le doublement prévu de l'activité économique mondiale d'ici 2030, il est impératif d'adopter une trajectoire de croissance plus « verte » et sobre en carbone. Il nous faut concevoir des panoplies de mesures adaptées à la nouvelle donne.

Les instruments de marché doivent y prendre davantage de place, car ils peuvent faire baisser les coûts de l'action. Et puisque ce sont les activités économiques qui dégradent l'environnement, les instruments économiques devraient jouer un rôle clé dans les solutions. Ils constituent le pivot du dispositif, mais doivent être complétés par des règlements et normes plus stricts, un développement de la R-D et des technologies, l'éco-étiquetage et l'éducation, pour surmonter certains manques d'information et défaillances du marché qui entravent l'action.

Les décideurs devraient taxer les « mauvaises » pratiques plutôt que de subventionner les bonnes, et devraient chercher à créer un cercle vertueux produisant des externalités positives. Certaines subventions sont probablement nécessaires, notamment pour la R-D. Mais il faudrait en priorité éliminer les subventions nuisibles à l'environnement, spécialement

Les instruments de marché devraient jouer un rôle prépondérant dans les solutions adoptées

celles destinées aux combustibles fossiles et à la production agricole, pour réduire la pollution et alléger les pressions exercées sur les ressources naturelles. D'autres instruments économiques, comme les systèmes d'échange de droits d'émission et les taxes, peuvent aussi nous aider à affecter un prix juste au responsable du problème : le carbone.

Pour restructurer l'économie dans le sens d'une sobriété en carbone, les pouvoirs publics devront faire preuve de concertation et de volonté. La participation de tous les acteurs et de tous les secteurs sera impérative. Enfin, une coopération accrue entre les différents ministères et entre les différents acteurs des milieux d'affaires, du monde du travail et de la société civile sera nécessaire.

Les citoyens sont prêts à changer, beaucoup ouvrent déjà la voie ! La transition devra cependant être gérée prudemment, en tenant compte des questions sociales et des problèmes de compétitivité. Sinon, certaines mesures importantes ne pourront être acceptées ou mises en place. Nous devons également préparer nos économies à tirer profit des nouvelles perspectives en matière d'éco-innovation.

Le changement climatique est le principal défi à long terme pour l'humanité, et son coût sera moindre si tous les pays travaillent ensemble et partagent équitablement le fardeau. Les pays de l'OCDE doivent œuvrer en concertation étroite avec des acteurs importants comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Russie, de même qu'avec les autres pays en développement.

Agir maintenant, c'est non seulement éviter des problèmes futurs, mais aussi bâtir une économie meilleure. Tel est notre objectif, il n'y a plus de temps à perdre. ■

Perspectives assombries

L'inflation aux États-Unis et en Europe a atteint des niveaux inconfortables, alors que les économies ralentissent, selon la dernière évaluation intérimaire de l'OCDE sur les prévisions à moyen terme pour les économies du G7.

Lors d'une conférence de presse le 20 mars 2008, Jørgen Elmeskov, directeur par intérim du Département des Affaires économiques, a indiqué que les turbulences sur les marchés financiers allaient se poursuivre, et que les perspectives de croissance mondiale s'étaient affaiblies depuis les Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2007.

M. Elmeskov distingue trois ensembles de facteurs dont les effets perdurent. Premièrement, l'économie réelle n'est pas à l'abri des bouleversements financiers, et la baisse des actions et des prix de l'immobilier, notamment aux États-Unis, bride la demande. Deuxièmement, le cycle mondial de l'immobilier s'est retourné et affecte l'investissement résidentiel, et donc le PIB. Enfin, les revenus réels des ménages se contractent avec la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, malgré l'effet compensateur de l'appréciation de la monnaie en Europe et au Japon.

L'économie américaine évolue maintenant essentiellement à l'écart, voire est en train de se contracter, selon M. Elmeskov. La décélération a été moins abrupte dans la zone euro mais la croissance devrait y rester faible. Au Japon, le rythme de la croissance sous-jacente se ralentit également. Par ailleurs, l'inflation dépasse les « niveaux de confort » dans de nombreuses économies, traduisant les prix élevés de l'énergie et de l'alimentation.

M. Elmeskov a décrit un contexte politique plutôt incertain. Les prix du pétrole et d'autres matières premières pourraient continuer à augmenter, malgré une activité à la baisse. Et l'étendue exacte des turbulences financières et de leurs conséquences est encore mal connue. Cependant, les compromis à court terme entre l'inflation et le niveau de production ont pu changer ces dernières années, jetant un doute sur la manière dont la croissance morose modérera les pressions inflationnistes.

Selon M. Elmeskov, un stimulus serait davantage nécessaire aux États-Unis qu'en Europe ou au Japon, et les autorités américaines ont déjà réagi énergiquement et sur plusieurs plans. Dans la zone euro, les stabilisateurs fiscaux automatiques fourniront davantage de soutien que dans d'autres régions, tandis qu'il ne reste qu'une marge de manœuvre limitée pour répondre à un ralentissement supplémentaire au Japon.

Pour les données et plus de détails, voir www.oecd.org/economie. Les prochaines Perspectives économiques de l'OCDE seront publiées en juin. ■

Le transport s'attaque au CO₂

La Chancelière allemande Angela Merkel prononcera une allocution lors du premier Forum international des transports sur le changement climatique et les transports, à Leipzig du 28 au 30 mai. Le nouveau Forum international des transports, organisme mondial remplaçant la Conférence européenne des ministres des Transports, rassemblera des ministres, hommes politiques, dirigeants d'entreprises, chercheurs et représentants de la société civile venant du monde entier pour discuter de la manière de réduire l'impact du transport sur le réchauffement climatique. Le Forum dressera la liste des stratégies et mesures qui doivent être mises en



Reuters/Fabrizio Bensch

place, aux niveaux national et international, pour réduire les émissions mondiales. « La participation de la Chancelière souligne le défi énorme que représente le réchauffement planétaire pour le secteur des transports », a déclaré Jack Short, Secrétaire général du FIT. Voir page 20. ■

Revers pour le développement

L'aide publique au développement (APD) totale provenant des 22 membres du Comité d'aide au développement (CAD, qui représente environ 90 % de l'aide au développement bilatérale totale) a chuté de

8,4 % en termes réels en 2007, à 103,7 milliards de dollars, soit 0,28 % du RNB total, contre 0,31 % en 2006. Cette baisse reflète des allègements de dette préalable pour l'Irak et le Nigeria. La plupart des donateurs devraient maintenant augmenter leur aide pour pouvoir atteindre leurs engagements en 2010, préviennent les experts. Voir www.oecd.org/cad. ■

Brèves

L'OCDE a lancé un nouveau projet pour évaluer les **compétences et connaissances des adultes**. Sur le modèle du PISA qui évalue avec succès les élèves de 15 ans, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) se focalisera sur les compétences cognitives et acquises au travail. Comme PISA, il s'agira d'une première dans les études internationales. Voir www.oecd.org/els/emploi/peica.

Wikigender (www.wikigender.org) a démarré (voir page 31).

Quatre nouveaux membres ont rejoint le Centre de développement de l'OCDE. L'Égypte, Israël et le Vietnam sont devenus membres le 18 mars, et la Pologne, ancien membre, a renouvelé son adhésion. Le Centre compte maintenant 32 membres. Voir la vidéo sur www.oecd.org/dev-fr.

Sur les **pensions**, les pays de l'OCDE sont convenus de renforcer leurs engagements de libéralisation pour créer une nouvelle norme exigeante en matière d'échanges internationaux de services d'assurance et de pension privée. Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/daf/assurance. ■

• En bref •

Alourdissement fiscal

Depuis quelques années, les ménages avec enfants en Australie, Hongrie, Irlande et Nouvelle-Zélande paient moins d'impôts en pourcentage de leur revenu, grâce à des mesures fiscales favorables aux familles, mais les salariés d'autres pays de l'OCDE, dont la Corée, la Grèce, l'Islande et le Mexique, sont plus fortement taxés car leur taux d'imposition augmente proportionnellement à leur salaire, sans que leur tranche fiscale ne soit ajustée. Ce phénomène « d'alourdissement automatique » de la fiscalité affecte notamment les salaires indexés sur l'inflation. En outre, les titulaires de bas salaires peuvent en définitive payer plus d'impôts si les allègements fiscaux ciblés, comme les prestations ou crédits d'impôt liés à l'exercice d'un emploi, ne tiennent pas compte de l'inflation. En moyenne, dans les pays de

l'OCDE, la part des impôts et des cotisations de sécurité sociale en pourcentage des coûts totaux du travail a légèrement baissé pour la plupart des niveaux de rémunération entre 2000 et 2006, selon la dernière édition de la publication annuelle de l'OCDE, Les impôts sur les salaires.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, la rémunération moyenne à plein temps a considérablement progressé entre 2000 et 2006, la dernière année pour laquelle on dispose de données comparables, puisque neuf pays – Corée, Grèce, Hongrie, Islande, Mexique, Portugal, République slovaque, République tchèque et Turquie – ont enregistré des hausses nominales supérieures à 40 %. ■

Pour plus d'informations et de graphiques, voir www.oecd.org/ctp/impotssalaires. Commandez OCDE (2008), Les impôts sur les salaires 2006-2007 sur www.oecd.org/librairie, ISBN 9789264042124.

L'affaire du Liechtenstein

« Des réglementations excessives en matière de secret bancaire et l'insuffisance des échanges de renseignements concernant la fraude fiscale pratiquée par des étrangers constituent des vestiges d'un passé révolu et n'ont pas leur place dans les relations entre des sociétés démocratiques », a répondu le Secrétaire-général de l'OCDE Angel Gurría aux révélations de vastes fraudes fiscales de citoyens allemands par le biais du Liechtenstein. Largement relayées dans les médias ces dernières semaines, ces révélations ont suscité des enquêtes, dans d'autres pays également. Le Liechtenstein est l'un des trois derniers pays à figurer sur la liste de l'OCDE des paradis fiscaux non coopératifs, avec l'Andorre et Monaco.

Établie en 2002, la liste comprenait initialement sept pays, dont quatre se sont depuis engagés à travailler avec l'OCDE et ses partenaires pour améliorer leur transparence. La liste a pour but de pointer les juridictions qui ne se conforment pas aux bonnes pratiques en matière d'échange de renseignements fiscaux et de transparence bancaire, et légalisent ainsi l'évasion fiscale de certains clients.

« Tant qu'il existe des centres financiers qui refusent de coopérer dans le cadre des échanges bilatéraux de renseignements fiscaux et qui ne répondent pas aux normes internationales en matière de transparence, les résidents d'autres pays continueront à être tentés de continuer à échapper à leurs obligations fiscales », a déclaré M. Gurría. ■

Pour plus de détails, voir www.oecd.org/fiscalite

Économie

Les derniers **indicateurs composites avancés** confirment le ralentissement économique dans la zone OCDE. L'indicateur pour la zone OCDE chute de 0,2 point en janvier, et perd 2,4 points par rapport à janvier 2007. Les dernières données indiquent également un possible recul en Chine et en Inde, ainsi qu'une expansion au Brésil et en Russie. L'indicateur composite avancé de l'OCDE, conçu pour signaler à l'avance les variations

de l'activité économique, comprend de nombreux indicateurs : permis de construire, carnets de commandes, taux d'intérêt à long terme et indicateurs de confiance.

La croissance du PIB a ralenti dans la zone OCDE, augmentant de 0,5 % au quatrième trimestre 2007, contre 0,9 % au trimestre précédent. La hausse du PIB américain était de 0,2 % au quatrième trimestre, soit bien moins que les 1,2 % enregistrés

au troisième trimestre 2007. Le PIB japonais a augmenté de 0,9 %, contre 0,3 % au trimestre précédent. Pour la zone euro, la hausse du PIB était de 0,4 %, en baisse par rapport aux 0,8 % du troisième trimestre. La plus forte croissance annuelle a été enregistrée au Royaume-Uni (2,9 %), et la plus basse, en Allemagne et au Japon (1,8 %).

L'inflation s'accroît alors que la hausse annuelle des prix à la consommation était

(à suivre page 6)

Verbatim

Sur le Liechtenstein...
« L'évasion fiscale est le deuxième plus vieux métier du monde, et au moins aussi difficile à contrôler. »

Mike Warburton,
Grant Thornton,
The Independent,
5 mars 2008,
traduction de
L'Observateur de
l'OCDE.

... l'éducation...
« Plus de diplômés, moins d'alphabétisation : ce n'est pas une formule gagnante. »

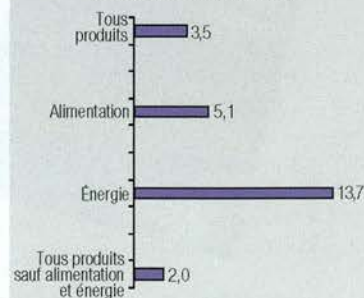
The Gazette,
Canada, 2 mars
2008, traduction de
L'Observateur de
l'OCDE.

... et la banque
« Aucun secteur ne met autant de talent à privatiser les gains et à collectiviser les pertes. »

Martin Wolf,
économiste du
Financial Times cité
dans le Guardian,
23 janvier 2008,
traduction de
L'Observateur de
l'OCDE.

Prix à la consommation

Total OCDE, jan. 2008
Variation en % sur un an



Source : OCDE

• En bref •

Les promesses de l'Est

Les investissements étrangers ont atteint des niveaux records dans les pays de l'OCDE. C'est particulièrement manifeste dans les pays d'Europe de l'Est, où les économies de l'OCDE, relativement fermées aux investissements étrangers il y a 15 ans, sont aujourd'hui parmi les plus dynamiques de la zone OCDE. Selon la dernière édition de Investment News, l'investissement direct étranger (IDE) vers la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la

Slovaquie a augmenté en moyenne de 23 % par an pendant la dernière décennie. Restés très dynamiques, les flux de capitaux vers ces pays sont fortement liés au boom du secteur automobile, en particulier manufacturier et d'assemblage.

Les États-Unis, qui génèrent 229 milliards de dollars de flux d'IDE, demeurent le premier investisseur à l'étranger, suivis de la France avec 152 milliards. De janvier

2007 à septembre 2007, les flux totaux nets de capitaux vers l'étranger issus de la zone OCDE ont atteint 359 milliards USD, le plus haut niveau jamais atteint. Près des deux tiers proviennent de la France, l'Allemagne, le Japon, le Luxembourg, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. ■

Pour plus de données, voir Investment News n° 6, mars 2008 (en anglais uniquement), sur www.oecd.org/daf/investissement.

Économie

(suite de la page 5)

de 3,5 % en janvier 2008, contre 3,4 % en décembre 2007. La hausse mensuelle était de 0,2 % en janvier, stable par rapport à décembre. Hors prix de l'alimentation et de l'énergie, les prix à la consommation ont subi une hausse annuelle de 2 % en janvier, contre 2,1 % en décembre. Les prix

de l'énergie ont augmenté de 13,7 % sur un an en janvier, contre 12 % en décembre. La hausse annuelle des prix de l'alimentation était de 5,1 % en janvier, et de 4,9 % en décembre.

L'indice des prix à la consommation (IHPC) a connu une hausse annuelle de 3,2 % en janvier dans la zone euro et de 4,3 % aux États-Unis, tandis que ce chiffre n'était que de 0,7 % au Japon. Les prix de l'alimentation ont fortement augmenté dans certains pays : 12 % en République tchèque, 13,7 % en Hongrie. Les prix de l'énergie ont connu une hausse de 18 à 20 % en Finlande, Grèce, Norvège et aux États-Unis.

Le chômage était à 5,5 % dans la zone OCDE en janvier 2008, stable par rapport au mois précédent et en baisse de 0,3 point de pourcentage sur un an. Ce taux était de 7,8 % en France, en baisse de 0,1 point sur un mois, et de 0,9 point sur un an.

La croissance du commerce de produits dans les pays du G7, corrigée des variations saisonnières, était de 2,6 % pour les exportations, et de 2,2 % pour les importations au troisième trimestre 2007, soit la plus forte croissance trimestrielle depuis 2005. ■



OCDE/Benjamin Renou

Visite brésilienne

Guido Mantega, le ministre des Finances du Brésil, s'est rendu au siège de l'OCDE en février 2008.

Le Brésil est l'un des cinq grands pays émergents non-membres avec lesquels les 30 pays-membres de l'OCDE mènent un programme « d'engagement », qui inclut également la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud (voir En bref, n° 264/265, décembre 2007-janvier 2008, www.observateurocde.org/enbref). L'OCDE travaille avec le Brésil depuis longtemps déjà, ce qui a donné lieu à plusieurs rapports : voir www.oecd.org/brasil.

Forum de l'OCDE 2008
3-4 juin

Remise de 50 % pour les lecteurs de L'Observateur de l'OCDE. Contactez oced.forum@oecd.org MAINTENANT!

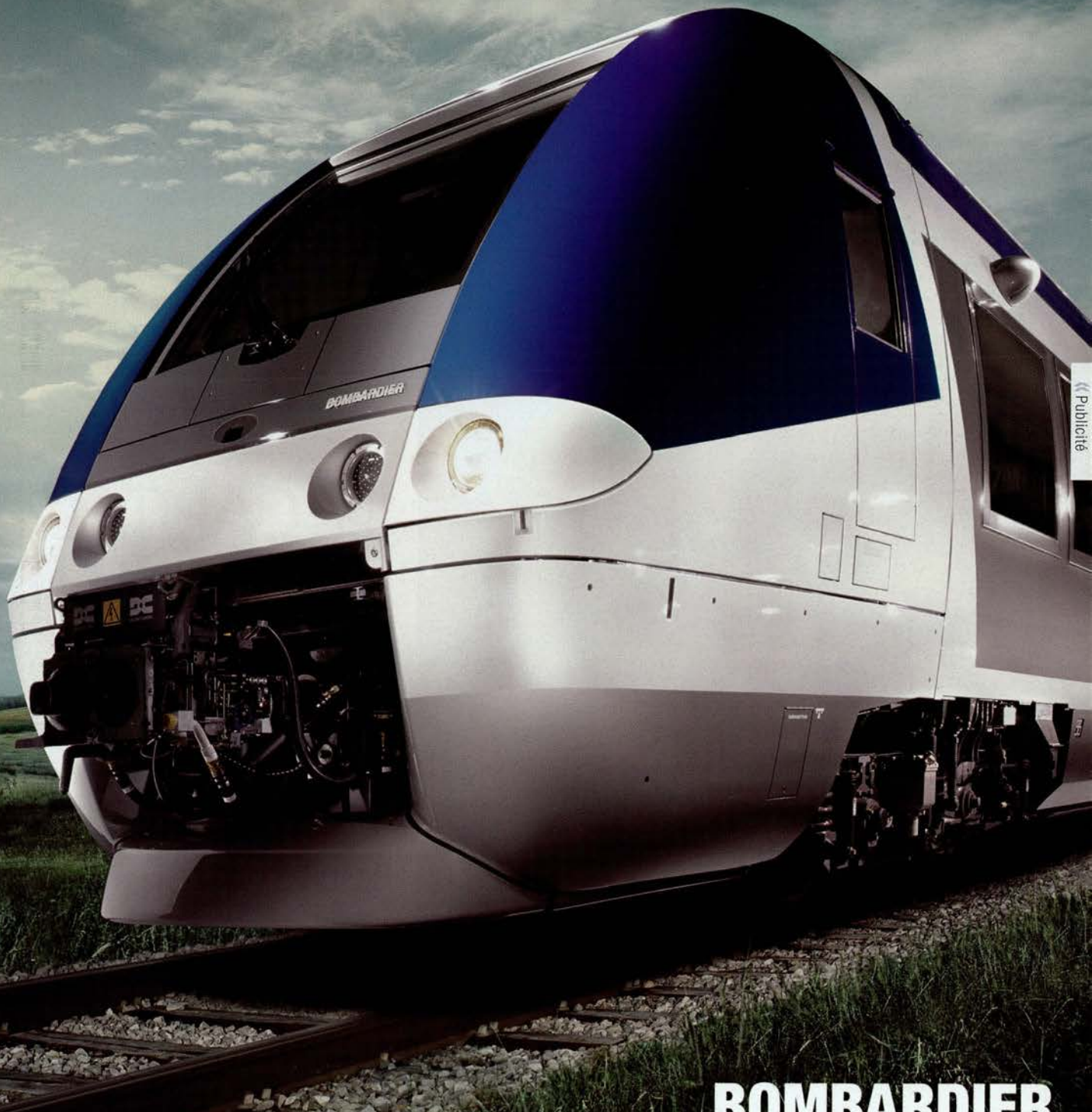
Best of...

La lutte contre de nombreux problèmes environnementaux a beaucoup progressé dans les pays de l'OCDE (...). Est-ce pour autant suffisant et ces pays sont-ils vraiment sur la voie d'un développement écologiquement viable ? La réponse est malheureusement « non ».

Joke Waller-Hunter, « Environnement : des paroles aux actes », n° 226/227, été 2001.

L'Observateur ocde

Reduced carbon emissions. Energy efficiency. High performance.
The new eco-friendly technologies from Bombardier.
The Climate is Right for Trains.



Publicité

www.theclimateisrightfortrains.com

BOMBARDIER
The Global Leader in Rail Technology



Apprendre pour vivre

LES ESSENTIELS DE L'OCDE

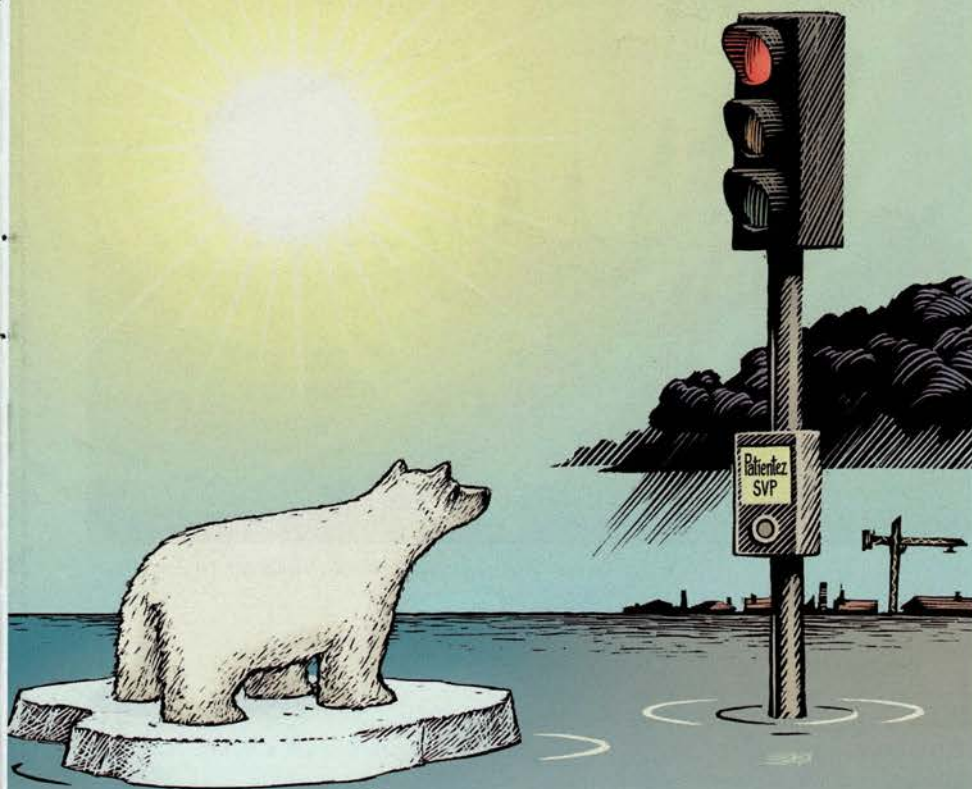
BRIAN KEELEY

LE CAPITAL HUMAIN

Comment le savoir détermine notre vie



ISBN : 9789264029101
www.oecd.org/lesessentiels



Éco-nomie

David Rooney

À part les quelques optimistes qui espèrent par exemple que le réchauffement climatique permettra de faire prospérer la viticulture dans la vallée de la Tamise, rares sont les écrits sur l'environnement qui incitent à se réjouir.

Et le changement climatique n'est pas la seule menace. L'empreinte écologique de l'homme s'étend à un rythme non soutenable. L'extension urbaine et agricole menace la biodiversité dont nous dépendons tous. Partout, la pollution de l'air et de l'eau nuit à la santé, et la liste est encore longue...

Mais cela n'est pas une fatalité. Comment donc changer le cours des choses ?

Il faut d'abord mobiliser la capacité d'innovation et d'adaptation de l'homme.

Et si les activités économiques nuisent à l'environnement, alors le remède doit venir aussi des instruments économiques. Règlements, normes et efforts pédagogiques sont indispensables, mais pour susciter des évolutions bénéfiques, les décideurs doivent aussi responsabiliser les marchés.

Les dernières Perspectives de l'environnement de l'OCDE s'attachent à dresser la feuille de route d'une démarche politiquement réaliste pour avancer. Sur plus de 500 pages, le rapport examine certaines des dynamiques à l'œuvre, comme l'urbanisation galopante, la mondialisation et les modes de production et de consommation. Ses 200 graphiques et tableaux, véritable mine de données, couvrent des sujets allant des rejets industriels d'azote et de soufre aux déchets

ménagers, en passant par la consommation d'énergie dans les transports.

Le but est de cerner ces facteurs et d'identifier les réponses politiques les mieux appropriées, tant pour de grands secteurs comme l'agriculture, l'industrie, l'énergie et les transports, que pour des branches particulières sensibles comme les pâtes et papiers ou la chimie.

Un système rudimentaire de feux tricolores a été adopté pour identifier les défis. Un feu vert marque les domaines, comme la pollution locale de l'eau, où un « découplage » est perceptible depuis 30 ans entre la croissance et notre « empreinte écologique ». Mais sans vigilance sur ces problèmes, le signal pourrait passer à l'orange, comme pour la gestion des forêts et les émissions des transports. Le rapport recense enfin quatre problèmes urgents classés « feu rouge » : changement climatique, biodiversité, pressions sur les ressources en eau douce et santé. S'y attaquer constituerait un grand pas en avant.

Les articles de ce numéro de l'Observateur de l'OCDE portent sur certaines des questions soulevées par les Perspectives de l'environnement de l'OCDE. Nous traitons des enjeux de l'urbanisation, de la construction de bâtiments et des terres agricoles (voir Banque de données), ainsi que de l'industrie chimique, et nous examinons la panoplie de mesures mise en avant dans le rapport.

Et puisque le changement climatique est dans tous les esprits, nous commencerons par demander aux ministres de l'Environnement de cinq pays de l'OCDE d'esquisser leurs plans d'action en la matière.

Ce numéro s'inscrit dans le prolongement des deux précédents, qui comprenaient notamment des articles sur les coûts sanitaires de l'inaction, le Mécanisme pour un développement propre, l'éco-innovation ou les inondations. Le prochain numéro poursuivra la série en examinant plus précisément l'économie du changement climatique. Tous les articles seront disponibles sur www.observateurocde.org ■ RJC

Mieux construire



BedZED, une zone d'habitat urbain écologique en Angleterre

Activité économique, technologie, évolution démographique, mondialisation et urbanisation : il est essentiel de comprendre les facteurs qui influent sur l'environnement mondial et les liens qui les unissent pour définir des plans d'action efficaces. À cet égard, villes et bâtiments constituent un excellent point de départ.

La population mondiale s'élève aujourd'hui à près de 7 milliards d'individus et pourrait atteindre 8 à 10 milliards en 2030, selon les prévisions de l'ONU. Pour l'environnement, une question cruciale se pose : comment nos modes de production et de consommation, et de fait l'ensemble des structures économiques, vont-ils évoluer et se transformer sous l'effet de cette poussée démographique accompagnée d'une intensification des phénomènes d'urbanisation, de mondialisation et de modification du climat ?

Prenons l'exemple de la mondialisation. Moteur d'une croissance sans précédent dans de nombreux pays, la mondialisation est également source de tensions, notamment au niveau environnemental. D'ailleurs, certains n'hésitent pas à imputer les dérèglements climatiques à la mondialisation rapide de l'économie et à la quête permanente d'économies d'échelle, de parts de marché et de ressources qu'elle entraîne.

Mais la mondialisation représente aussi la solution à de nombreux problèmes environnementaux : elle favorise la diffusion des connaissances et des meilleures pratiques, l'innovation et les nouvelles technologies. Elle peut également améliorer la gouvernance mondiale : comme l'indiquent les Perspectives de l'environnement de l'OCDE, de plus en plus d'accords commerciaux régionaux prévoient des mesures sur l'environnement. Par ailleurs, la mondialisation génère des richesses qui

peuvent ensuite être réinvesties dans la protection de l'environnement.

Il est cependant difficile d'anticiper le rythme et l'ampleur de ce phénomène, qui a déjà subi de nombreuses mutations : l'historienne de l'économie Emma Rothschild décrivait la mondialisation au 18^{ème} siècle dans un numéro précédent (voir références). À chacune des étapes, les interactions entre les territoires et les populations se sont renforcées, des moyens de communications plus efficaces et plus rapides (navires en 1770, Internet aujourd'hui) ont permis d'intégrer de nouvelles régions. Le resserrement des liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord, il y a 250 ans,

Trois quarts de la population de l'OCDE vivent dans des zones urbaines.

avait même conduit certains à envisager la création d'un parlement de l'Atlantique Nord ! L'émergence de la Chine, de l'Inde et du Brésil sur la scène mondiale exige une nouvelle approche pour la gestion de l'économie et de l'environnement. De nouvelles puissances émergeront certainement dans les années à venir et la mondialisation pourrait suivre un rythme encore plus effréné, entraînant une intensification des pressions environnementales et économiques. Il est donc urgent d'agir dès aujourd'hui pour adapter nos modes de consommation et de production de manière à

Table ronde

Ce que font les ministres

Le changement climatique est un défi pressant, qui demande de la volonté et une action résolue. Par ailleurs, le public craint que les politiques mises en œuvre ne lui causent un préjudice économique, ou ne réduisent inutilement son bien-être. Les pouvoirs publics peuvent-ils répondre à ces inquiétudes ?

Le Comité des politiques d'environnement de l'OCDE se réunit au niveau ministériel les 28-29 avril 2008, sur le thème de la compétitivité mondiale. Certains pays en développement non membres de l'OCDE participeront, de même que des acteurs du monde des affaires, du travail et de la société civile. À l'ordre du jour figurent plusieurs discussions sur les tendances et projections environnementales, la coopération mondiale, l'éco-innovation. Mais le changement climatique et l'économie seront sans aucun doute les préoccupations centrales des ministres.

Pour notre sixième table ronde ministérielle dans L'Observateur de l'OCDE, nous avons demandé aux ministres de certains pays de l'OCDE de répondre à cette question :

« Quelles sont les mesures prises par votre gouvernement pour lutter contre le changement climatique en préservant la compétitivité économique ? »

Leurs réponses montrent que des progrès sont possibles, bien qu'il reste beaucoup à faire, notamment sur la scène mondiale.

Pour plus d'informations sur la prochaine Réunion au niveau ministériel du Comité des politiques d'environnement de l'OCDE : Environnement et compétitivité mondiale, consulter : www.oecd.org/envmin2008-fr ■

Italie

Cinq piliers pour l'action

Alfonso Pecoraro Scanio, Ministre de l'Environnement et président de la Réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE 2008

Le changement climatique et le réchauffement planétaire résultent des activités humaines émettrices de gaz à effet de serre. Les preuves scientifiques en sont claires et indiscutables. En outre, les études et rapports récents sur l'économie du changement climatique (notamment le rapport Stern et les travaux de l'OCDE) nous avertissent des coûts financiers gigantesques que l'inaction représenterait à long terme pour l'économie mondiale, ainsi que les efforts considérables qu'il faudrait déployer pour remédier aux conséquences.

La conscience publique des risques liés au changement climatique et à la pollution, ainsi que de la nécessité de parvenir à un développement mondial durable, rendent inévitable une profonde réforme de l'ensemble du processus de production pour sauvegarder la compétitivité. Indépendamment des politiques nationales et internationales, ou des incitations et contre-incitations destinées à atténuer le changement climatique, les entreprises privées doivent répondre à la demande des consommateurs, qui réclament de plus en plus des produits respectueux de l'environnement.

La politique italienne en matière de lutte contre le changement climatique repose sur cinq piliers :

Une profonde réforme du système de **production énergétique**, en réduisant l'impact des émissions grâce à la réorientation du bouquet énergétique vers une moindre production de carbone. Nous avons créé un système d'incitations économiques favorable aux énergies renouvelables, en instaurant un mécanisme d'échange de certificats verts. Et nous renforçons les incitations en faveur des sources renouvelables, principalement en développant les aides à la production d'énergie photovoltaïque.

L'efficacité dans le secteur des **transports** et le développement d'une mobilité urbaine durable.

L'efficacité énergétique des **bâtiments** neufs ou restaurés, y compris des bâtiments publics ; et la



REUTERS/Alessandro Bianchi

mise en place de nouvelles exigences de performance minimale pour les appareils à usage domestique, professionnel et industriel.

La conservation de la **biodiversité**, la lutte contre la désertification, la stimulation du développement local et la promotion d'une gestion des forêts durable.

Une **éducation** environnementale qui sensibilise le public au changement climatique et à la consommation énergétique responsable. Des mesures favorisant les achats écologiques, pour le secteur public, puis le secteur privé.

Ces mesures actuelles et futures constituent la contribution de l'Italie à la politique de l'UE sur le changement climatique, qui instaure des objectifs ambitieux de réduction des GES, et une part croissante d'énergies renouvelables, bio-carburants durable compris.

Le **niveau local** joue également un rôle essentiel : les autorités locales sont responsables de secteurs qui contribuent largement à la hausse du niveau des émissions de GES, et disposent d'une réelle autonomie d'action. Elles peuvent obtenir d'importants résultats en termes de durabilité environnementale, notamment par le biais des agendas 21 locaux. Le ministère italien de l'Environnement, suite à une proposition du Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU, organisera fin 2008 en Italie le « Forum mondial sur la mise en œuvre des agendas 21 locaux et des programmes locaux sur le changement climatique ». Cette initiative réunira des représentants de 6 000 autorités locales du monde entier. Elle représentera une occasion unique d'aborder les questions du changement climatique et des énergies propres, en particulier l'innovation et la compétitivité. L'objectif du Forum mondial sera de sceller un accord concret pour la durabilité entre les administrations nationales, les autorités locales et le secteur privé, sur la base de l'Agenda 21 et des pratiques exemplaires déjà mises en œuvre par les autorités locales pour atteindre les objectifs de Kyoto. ■

Voir www.minambiente.it et www.pecoraroscanio.it.



Reuters/Bazuki Muhammad

Danemark

Indépendance à l'égard des combustibles fossiles

Connie Hedegaard, Ministre du Changement climatique et de l'Énergie

Le Danemark est le pionnier européen en matière de développement durable. Notre expérience montre qu'il est possible de stimuler la croissance économique tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et en préservant l'environnement.

Ces 25 dernières années, le Danemark a enregistré une croissance économique de 75 %, avec une consommation énergétique quasiment stable. Nos émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 16 %. Et ce n'est qu'un début. À terme, notre objectif est de devenir totalement indépendants des combustibles fossiles.

Récemment, un nouvel accord sur la politique énergétique a été approuvé par une large majorité des partis représentés au Parlement danois.

En premier lieu, les énergies renouvelables devront couvrir une part toujours croissante de nos approvisionnements énergétiques. De 15 % aujourd'hui, cette part devra passer à 20 % en 2011, puis à 30 % au moins en 2025. Le nouvel accord prévoit notamment la construction de deux nouveaux parcs d'éoliennes en mer, d'aérogénérateurs terrestres supplémentaires et une augmentation de la production d'électricité et de chaleur à partir de biomasse.

En second lieu, il faudra réduire la consommation d'énergie et accroître l'efficacité énergétique. Selon l'accord sur la politique énergétique du 21 février 2008, la consommation brute d'énergie devra avoir diminué de 2 % en 2011 et de 4 % en 2020. Pour y parvenir, nous mettrons notamment l'accent sur l'efficacité énergétique des bâtiments : en 2020, les nouvelles constructions ne consommeront plus qu'un quart de l'énergie consommée actuellement. De plus, toutes les entreprises du secteur de l'énergie se voient imposer des objectifs pour réduire leur consommation d'électricité, de chaleur et de gaz.

Je suis convaincue que ces mesures ambitieuses ouvriront la voie à une plus grande durabilité, en ce qui concerne aussi bien l'atténuation du changement climatique que la sécurité énergétique. Nous devons réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles provenant de régions politiquement instables, et protéger nos économies des prix durablement élevés des énergies fossiles.

Il est temps d'agir de façon concertée au niveau international. Les technologies et les moyens d'action existent. Chaque nation responsable doit prendre les bonnes décisions au niveau national et agir au niveau mondial. ■

Voir www.denmark.dk/fr

France

Une rupture en politique énergétique



Reuters/Charles Platiau

Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.

La réaction vigoureuse de la France lors des premiers chocs pétroliers lui permet d'être l'une des économies industrialisées les plus sobres en carbone, avec des émissions de GES par habitant inférieures de 25 % à la moyenne européenne et inférieures de 30 à 40 % à celles de ses grands voisins. Des investissements considérables ont été consentis pour développer une production d'électricité à 90 % sans émission de CO₂. De plus, le parc automobile français est l'un des moins émetteurs en Europe.

La hausse du prix des énergies fossiles et le changement climatique imposent une rupture majeure dans nos politiques énergétiques autour de deux priorités : le renforcement de l'efficacité énergétique et le recours massif aux énergies renouvelables. Ces deux priorités ont été placées au cœur du « Grenelle environnement » annoncé par le Président de la République en octobre 2007, à l'issue d'importants travaux de concertation. Elles constituent de formidables opportunités de développement économique pour notre pays.

Certaines mesures du plan d'action, comme le « bonus écologique » qui favorise les voitures les plus propres, ont été mises en place avec succès et les comportements sont déjà en train de changer. La France privilégie

également les mesures économiquement efficaces comme les instruments de marché (quotas CO₂ depuis 2005, certificats d'économie d'énergie depuis 2006). La réglementation de performance énergétique est étendue au bâtiment existant. L'objectif de réduction de 30 à 40 % des consommations unitaires à horizon 2020 offre des perspectives considérables au secteur du bâtiment.

Des mesures, notamment d'aménagement du territoire et d'adaptation, prennent également en compte de façon structurelle les différents risques auxquels la France sera fréquemment soumise.

La France est en voie d'honorer ses engagements au titre de l'annexe 1 du protocole de Kyoto : alors que l'application du protocole a débuté le 1^{er} janvier 2008, la France est l'un des rares pays industrialisés dont les émissions se situent d'ores et déjà en deçà de son engagement international. Ses émissions 2006 sont en effet inférieures d'environ 4 % au plafond fixé par le protocole de Kyoto pour la période 2008-2012.

L'ensemble des dispositions du « Grenelle environnement » permettront à la France de respecter l'objectif européen de réduction de 20 % des émissions de GES en 2020. ■

Voir www.legrenelle-environnement.fr



Japon Mexique

Une vision commune Une réponse coordonnée



Ichiro Kamoshita, Ministre de l'Environnement

Le Japon est un pays relativement petit, densément peuplé et à forte concentration d'activités économiques. Nous dépendons des importations pour l'énergie et les matières premières. Notre pays a connu de graves problèmes de pollution ainsi que des flambées des prix du pétrole. Dans ces conditions, le Japon ne ménage aucun effort pour améliorer l'efficacité énergétique et la qualité de l'environnement depuis plusieurs décennies. Je pense que le progrès technologique et le soutien constant des citoyens sont les principaux moteurs de la lutte contre le changement climatique.

Je voudrais insister sur trois points. Premièrement, la mise en place de mesures environnementales et le développement de technologies propres sont essentiels pour la protection du climat, mais aussi pour le progrès économique. Comme l'a souligné le Premier ministre, M. Fukuda, à Davos cette année, le Japon prône le plafonnement des émissions mondiales de GES dans 10 à 20 ans, et leur réduction de moitié à l'horizon 2050.

Deuxièmement, une approche sectorielle peut constituer un outil puissant au service de la compétitivité économique, comme le suggèrent les travaux de l'OCDE. L'évaluation objective des possibilités d'atténuation est indispensable pour parvenir à un consensus mondial, et une approche sectorielle peut y contribuer grandement. Le Japon étudiera cette approche en profondeur avec d'autres pays, sur la base du principe de « responsabilités partagées mais différenciées, et des capacités de chacun », posé dans la

Convention-cadre sur les changements climatiques.

Troisièmement, nous devons reconnaître le coût élevé de l'inaction. Les coûts environnementaux peuvent être évités si l'on prend des mesures préventives, ainsi que nous l'enseigne l'intoxication au mercure à Minamata. De plus, l'investissement dans la protection de l'environnement contribue à améliorer notre compétitivité économique, comme en témoigne l'amélioration des performances des véhicules automobiles suite au durcissement de notre réglementation. Les instruments économiques comme les échanges de droits d'émission comptent également pour réduire les émissions de façon efficace et économe. Enfin, les mesures de lutte contre le changement climatique peuvent atténuer d'autres problèmes environnementaux, comme la pollution de l'air.

La réalisation d'objectifs à long terme nécessite une vision commune. Sinon, nous ne pourrions développer les bonnes stratégies et technologies propres. Le Japon a travaillé avec le Royaume-Uni à l'élaboration d'un projet de société sobre en carbone. Il nous reste très peu de temps. Nous devons à présent avancer tous ensemble et concrétiser un projet que nous serons fiers de transmettre aux générations futures. ■

Site Internet du Ministère de l'Environnement du Japon : www.env.go.jp/fr
Sur le projet de société sobre en carbone (en anglais) : http://2050.nies.go.jp/3rdLCSWS/20080317_CA.pdf

Juan Elvira Quesada, Ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles

Le changement climatique est l'un des plus grands défis du XXI^{ème} siècle pour la communauté internationale. Il exige des mesures novatrices et une volonté politique au plus haut niveau. Le système multilatéral sous l'égide des Nations unies devrait être le cadre principal de l'engagement mondial en ce sens. Les organisations comme l'OCDE ont un rôle complémentaire à jouer en conseillant les gouvernements et en édifiant un consensus.

Face au changement climatique, le Mexique s'est engagé notamment à concevoir et à appliquer des moyens d'action efficaces et économes qui favorisent la compétitivité et le développement économiques tout en protégeant l'environnement.

La planification stratégique est primordiale pour bâtir un cadre d'action solide. Nous avons ainsi présenté en 2007 notre Stratégie nationale sur le changement climatique et publierons cet été notre Programme national sur le changement climatique. Ces documents sont au fondement de notre politique climatique, qui prévoit des mesures d'atténuation et d'adaptation efficaces et économes de 2008 à 2012.

La mise en oeuvre de politiques climatiques efficaces requiert des informations précises, le renforcement des capacités nationales et des mécanismes solides pour assurer des réponses coordonnées. Les capacités et systèmes d'information de notre pays continueront de progresser

avec l'établissement de notre quatrième Communication nationale à la CCNUCC. L'architecture institutionnelle a également été consolidée grâce à la création de la Commission interministérielle sur le changement climatique, organe de coordination des politiques auquel participent sept ministères fédéraux.

Les gouvernements doivent bien sûr jouer un rôle moteur dans la riposte au changement climatique, mais le maintien de la compétitivité n'est possible qu'avec l'engagement du secteur privé dans des actions d'atténuation économes. Au Mexique, cet engagement a été favorisé par la création d'un bureau du changement climatique, chargé de promouvoir des projets dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre et d'autres dispositifs internationaux. Nous avons également établi le fonds carbone mexicain (FOMECAR), un instrument qui apporte un appui technique et financier aux entreprises et organismes publics nationaux pour faciliter leur participation aux marchés du carbone.

Nous encourageons l'industrie à participer aux initiatives volontaires de déclaration des émissions et d'amélioration des marchés du carbone. D'ailleurs, depuis 2004, plusieurs entreprises mexicaines ont adopté le « Protocole GES » afin de calculer leurs émissions, de les présenter de façon transparente et de trouver des moyens de les réduire. ■

Consulter www.semarnat.gob.mx

(suite de la page 10)

progresser vers une économie plus sobre en carbone.

Comment y parvenir ? L'étude des villes et des bâtiments dans lesquels nous vivons apparaît comme un bon point de départ.

Construire des villes mondiales

Aujourd'hui, les villes sont reliées comme les nœuds d'un réseau mondial : elles sont les moteurs de la mondialisation, comme en témoigne leur poids économique et démographique. Près des trois quarts de la population de l'OCDE vivent dans des zones urbaines, dans des proportions qui varient de 97 % en Belgique à 58 % en Slovaquie. Près d'un cinquième de la population française habite Paris et sa banlieue, qui représentent 25 % du PIB national. En Corée, un quart de la population vit à Séoul, qui génère la moitié du PIB du pays.

On assiste aujourd'hui à une véritable explosion des mégapoles, qui comptent chacune plusieurs millions d'habitants et sont caractérisées par des centres denses et une périphérie étendue. En 1950, 83 villes comptaient plus d'un million d'habitants ; elles étaient plus de 400 en 2000. Aujourd'hui, les mégapoles de plus de 10 millions d'habitants sont nombreuses : Tokyo, Séoul, Mexico, Mumbai, Sao Paulo, New York, Lagos, etc.

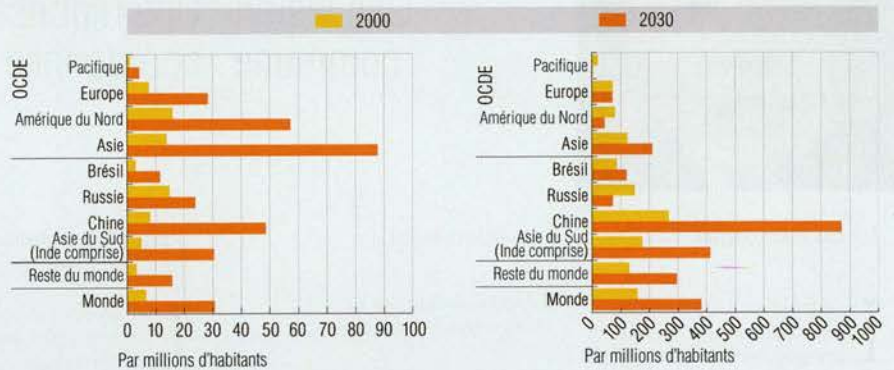
Près de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines et cette proportion devrait augmenter, probablement au rythme de 2,1 % par an jusqu'en 2030. Exception faite des villes situées aux États-Unis, au Mexique et en Turquie, les Perspectives de l'environnement de l'OCDE prévoient une croissance urbaine globale modérée de 0,75 % par an dans l'OCDE, la part de la population résidant en zones urbaines passant de 76 % aujourd'hui à 82 % en 2030.

La majeure partie de la croissance urbaine aura lieu dans les pays en développement. L'urbanisation rapide s'accompagne d'une augmentation de la circulation, de la pollution et des infrastructures et éventuellement par des changements dans l'utilisation des sols pouvant influencer sur la biodiversité, etc. Un milliard de citoyens vivent déjà dans des logements insalubres et leur nombre devrait s'accroître. Il n'est donc pas surprenant que l'OCDE considère cette question comme une priorité absolue de l'action publique.



Air urbain

Décès prématurés dus à la pollution de l'air à l'ozone (à gauche) et aux PM₁₀ (à droite), 2000 et 2030



Source : OCDE (2008), Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/262616733406>

Du point de vue environnemental, il n'existe aucun modèle urbain idéal : les politiques doivent souvent être conçues selon les conditions locales. Néanmoins, les problèmes engendrés sont toujours les mêmes. Les villes concentrées peuvent présenter des avantages,

Les bâtiments doivent également de l'espace.

comme des économies d'énergie et d'eau grâce au regroupement des activités et des individus. Mais elles engendrent également des embouteillages, de la pollution, un manque de confort et des problèmes de santé. Les villes étendues causent quant à elles un allongement des temps de transport, une consommation de carburant plus élevée et des dégâts sur la biodiversité avec la réduction du territoire des campagnes.

Le problème des mégapoles est qu'elles cumulent souvent les inconvénients des deux modèles. Mais ces difficultés peuvent être surmontées de manière abordable par des actions publiques adaptées, mobilisant règlements, outils de planification, technologies et marchés.

On peut citer en exemple les nombreux programmes entrepris dans les zones urbaines de l'OCDE pour améliorer les moyens de

transport, dans le cadre d'un effort pour assainir la vie en ville et la rendre moins néfaste pour l'environnement : le péage urbain de Londres (New York pourrait lui emboîter le pas) ; les *Vélib'*, vélos en libre-service à Paris ; les diverses initiatives favorisant les « véhicules propres » à Los Angeles et à Tokyo. Avec la hausse des prix du carburant et les préoccupations de santé publique, ce genre de mesures devraient se multiplier. Elles donnent naissance à de nouveaux marchés, stimulent la valeur des terrains et augmentent à terme la popularité des centres ville.

Des machines à vivre

L'architecte franco-suisse Le Corbusier a qualifié les bâtiments de « machines à vivre ». Or, ces machines consomment beaucoup de ressources : outre le bois, le gravier, l'eau et les produits chimiques, elles représentent jusqu'à 40 % de la consommation finale d'énergie dans les pays de l'OCDE. Les bâtiments doivent également de l'espace : si le taux de croissance actuel de la construction résidentielle se maintient en Chine, une surface équivalente à l'ensemble du parc immobilier de l'UE15 sera construite ces 20 prochaines années. Les activités de démolition nuisent également à l'environnement, en libérant des déchets chimiques par exemple.

La construction offre aux décideurs l'occasion de changer les choses. Des mesures fiscales et des normes d'efficacité énergétique

transforment déjà le secteur dans de nombreux pays, en créant de nouveaux marchés (et de nouveaux comportements) concernant l'énergie renouvelable, l'isolation, l'éclairage et les matériaux (voir la table ronde ministérielle). En Europe, les maisons sont désormais notées en fonction de leur efficacité énergétique, tandis que l'Allemagne innove dans la construction de maisons « passives » qui, grâce à leurs matériaux, à leur conception et à leur orientation, permettent de réduire de 50 % les charges liées au chauffage et à la climatisation.

Le processus ne fait que commencer et il reste beaucoup à faire pour mettre en place l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement des systèmes d'énergie : formation d'ingénieurs et d'ouvriers compétents pour réparer les panneaux solaires, mise en place de systèmes de facturation, etc. Mais grâce aux bonnes technologies, à la concurrence et à des cadres réglementaires adaptés, de nouvelles approches apparaîtront. Les économies d'énergie à petite échelle, notamment pour les logements individuels, deviendront possibles. En Californie déjà, les maisons dotées de panneaux solaires sont moins chères que celles raccordées au réseau traditionnel.

À certains égards, nous traversons une phase d'expérimentation, testant de nouvelles idées, parfois risquées, pour le bien des générations futures, à l'image du projet BedZED près de Londres. Abrévié de « Beddington Zero Energy Development », cet ensemble résidentiel lancé en 1993 et habité depuis 2002 a un « impact neutre » en carbone avec ses panneaux solaires, ses terrasses orientées vers le sud, ses cheminées combinant air chaud et air froid et son recours à la bioénergie. Ce projet novateur a des avantages (consommation d'énergie pour le chauffage réduite de 88 %, empreinte écologique diminuée de moitié) et quelques aspects négatifs, notamment une chaudière à combustible solide polluante et un filtre gourmand en énergie pour les toilettes alimentées par eau de pluie.

On apprend en faisant et, tout comme les cités-jardins du 19^{ème} siècle ont contribué à une amélioration des conditions de logement au début du 20^{ème} siècle en Europe, des projets comme BedZED (financé par un fonds de lutte contre la pauvreté) pourraient servir

d'exemple pour les villes durables du futur. Grâce à l'amélioration et à l'expansion du marché mondial des nouvelles technologies, les villes du monde entier pourront réduire leur empreinte écologique.

La capacité d'adaptation des villes dépend en grande partie de l'aptitude des décideurs à être ouverts à de nouvelles idées, aux nouvelles pratiques et aux nouveaux marchés. Dans le village planétaire, la plupart d'entre eux le seront probablement. ■

Choisir un programme

Il est facile d'appeler à une action urgente dans le domaine de l'environnement, mais encore faut-il savoir par où commencer. Une approche pragmatique consisterait à regrouper les différentes mesures possibles au sein de programmes cohérents et adaptés aux priorités et objectifs publics. Si chaque mesure présente des avantages et des inconvénients, l'efficacité du programme repose sur l'ensemble des mesures retenues. Dans un programme efficace, les instruments de marché comme les taxes environnementales seront vraisemblablement prépondérants, et seront soutenus par la réglementation, l'éco-étiquetage, la formation, le financement de la R-D, etc.

Prenons le train de mesures présenté dans les Perspectives de l'environnement 2008 : amputer de 50 % les subventions agricoles et les droits de douane partout dans le monde, au moyen d'une baisse progressive de 3 % par an sur la période 2010-2030. Le recours aux biocarburants de deuxième génération, cultivés sur des sols peu fertiles n'accueillant pas de cultures vivrières, serait également accéléré.

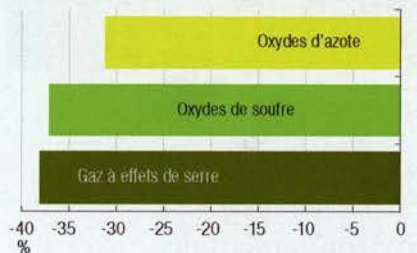
Un prix du carbone serait progressivement introduit dans tous les secteurs grâce à une taxe de 25 dollars par tonne d'équivalent CO₂, d'abord dans les pays de l'OCDE à compter de 2012, puis dans les principales économies émergentes en 2020, et dans le reste du monde en 2030. Des mesures de réglementation des émissions seraient instaurées dans les transports, la production électrique, le raffinage et l'industrie, en commençant par les secteurs peu efficaces

Références

- OCDE (2008), Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030, Paris.
- Rothschild, Emma (2001), « La politique de la mondialisation version 1773 », L'Observateur de l'OCDE n°221, septembre.
- OCDE (2006), « Un monde de villes », L'Observateur de l'OCDE, n°255, mai.
- Le Monde 2 (2008), « Bilan pour BedZED, quartier pionnier », 5 avril.

Vertes options

Baisses d'émissions en 2030 dans le « programme des Perspectives », comparé à des politiques inchangées



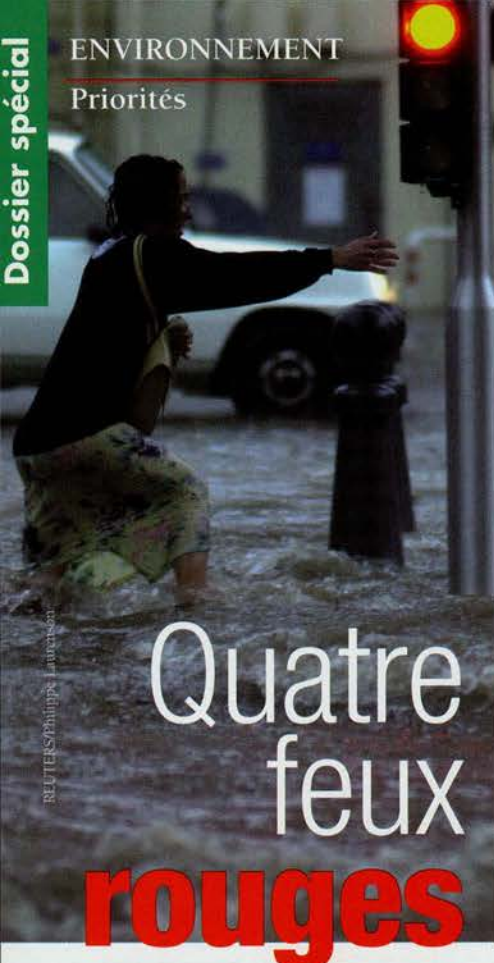
Source : OCDE

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/262702154764>

comme les transports maritimes. Enfin, le programme serait complété par des mesures d'amélioration des systèmes sanitaires.

Cet exemple n'est pas exhaustif, mais les résultats en seraient intéressants : réduction à un tiers de la hausse des émissions de gaz à effet de serre, contraction sensible des émissions d'oxyde d'azote et amélioration de la qualité de l'eau et des systèmes d'assainissement. Le coût global en serait seulement 0,03 point de pourcentage de la croissance du PIB mondial d'ici 2030. Sans compter les gains d'un environnement plus propre en termes de santé !

Pour plus d'informations sur les possibilités d'action et ce programme, voir les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030, chapitre 20. ■



REUTERS/Philippe Lacroix

Quatre feux rouges

Parmi les menaces environnementales actuelles, quatre requièrent une action urgente : le changement climatique ; la perte de biodiversité ; la rareté de l'eau ; les impacts sanitaires de la pollution. Voici des messages clés examinés dans l'édition 2008 des Perspectives de l'environnement de l'OCDE.

1 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les signes tangibles d'un changement climatique sont omniprésents, perturbant le milieu physique, l'écologie de la planète et les conditions socio-économiques. Pourtant, en stabilisant les concentrations atmosphériques, la hausse à long terme des températures moyennes mondiales pourrait être limitée à 2-3°C, au lieu des 4-6°C prévus par le scénario de « politiques inchangées » de l'OCDE.

Cette hypothèse serait gérable à condition d'employer des instruments économiques affectant un « prix » au carbone, comme les taxes et l'échange de droits d'émission, et de les compléter par des normes appropriées, une promotion de l'éco-innovation et des stratégies sectorielles. Selon les Perspectives de l'environnement de l'OCDE, ce type de mesures, mises en place dès maintenant pour tous les principaux émetteurs (pays et secteurs) permettraient une action ambitieuse et abordable face au changement climatique. À l'horizon 2050, les émissions mondiales pourraient ainsi être réduites d'environ 40 % par rapport à 2000, et il n'en coûterait en moyenne que 0,1 point de PIB par an.

Pour les pays de l'OCDE, c'est d'abord une question de volonté politique et d'ambition écologique. Les progrès des pays en développement doivent quant à eux être encouragés par l'investissement, le transfert technologique et la coopération pour le développement. Il faut s'assurer dès maintenant que toutes les nouvelles infrastructures énergétiques et les bâtiments sont respectueux de l'environnement, notamment dans les pays émergents dont la croissance est rapide. Des mécanismes de partage des coûts avec les pays pauvres, qui ne peuvent payer le prix des réductions d'émissions, doivent être trouvés.

Mesures envisageables

- Commencer dès aujourd'hui à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre.
- Pour que les coûts d'intervention restent faibles, créer les conditions nécessaires à la participation de tous les principaux pays émetteurs aux efforts d'atténuation prévus par le dispositif post-2012 qui prendra le relais du Protocole de Kyoto.
- Élaborer des mesures pour affecter un « prix » mondial au carbone, pour stimuler la recherche, le développement de technologies respectueuses du climat et de systèmes énergétiques propres, ainsi que pour inciter consommateurs et entreprises à modifier leurs comportements.
- Renforcer les structures et les stratégies nationales pour mieux coordonner l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans des domaines comme l'énergie, les transports, les déchets, l'occupation des sols et l'agriculture.
- Améliorer la coopération des États avec les acteurs non gouvernementaux (y compris les entreprises) en matière d'atténuation et d'adaptation.

Les conséquences de l'inaction

50 % d'émissions mondiales en plus entre 2005 et 2050, avec une hausse des

températures, une instabilité accrue du climat, une élévation du niveau des mers et des menaces pour la sécurité de l'homme et de l'économie.

2 STRESS HYDRIQUE

On estime que d'ici à 2030, 3,9 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivront dans des régions soumises à un fort stress hydrique, principalement dans les pays non membres de l'OCDE. Cela représente un milliard de personnes de plus qu'aujourd'hui. Plus de 5 milliards d'humains (67 % de la population mondiale) devraient manquer d'un raccordement au réseau d'assainissement public en 2030, d'où un accroissement de la pollution de l'eau.

La pollution azotée d'origine agricole et industrielle causera des dégradations des eaux côtières.

En 2030, un cinquième de la surface terrestre sera soumis à un risque d'érosion hydrique, soit une hausse de plus d'un tiers, ce qui fragilisera l'agriculture.

Baucoup de pays de l'OCDE ont réduit leur consommation d'eau totale et par habitant. Ce découplage entre la consommation et la croissance économique et démographique montre que de bonnes politiques peuvent aboutir.

Dans les pays pauvres, des efforts bien plus importants devront être menés pour atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) de réduire de moitié la part de la population mondiale privée d'accès à l'eau et à l'assainissement. Un financement supplémentaire de 10 à 30 milliards de dollars par an y contribuerait, soit un faible montant comparé aux 380 milliards annuels de subventions agricoles dans les pays de l'OCDE ; l'agriculture étant de loin le premier utilisateur (75 % du total) et pollueur d'eau.

Mesures envisageables

- Mettre en place des cadres pour assurer les financements nécessaires aux pays en développement pour construire et exploiter des infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement, et aux pays de l'OCDE pour moderniser les leurs.
- S'attaquer à la pollution de l'eau par les engrais issus notamment de l'agriculture, des dépôts atmosphériques et des eaux usées urbaines, dans tous les pays.
- Rapprocher le prix de l'eau payé par le secteur agricole du coût environnemental total de cette utilisation ; réduire les subventions

dommageables et créer des incitations à l'utilisation rationnelle de l'eau (irrigation au goutte à goutte, par exemple).

- Renforcer la gestion des ressources en eau au niveau des bassins fluviaux, et coopérer avec les autorités locales pour optimiser la tarification, améliorer l'approvisionnement et régler les problèmes de pollution transfrontière.

Les conséquences de l'inaction

En matière d'accès à l'eau douce, les bénéfices de l'intervention dépassent généralement largement ses coûts. Les coûts sanitaires et de productivité de la persistance d'un manque d'accès à l'eau salubre et à un assainissement adéquat seraient supérieurs aux 10 à 30 milliards USD annuels estimés nécessaires pour atteindre l'OMD relatif à l'eau.

BIODIVERSITÉ

L'appauvrissement de la biodiversité n'a été reconnu comme un dossier brûlant qu'assez tardivement par l'opinion publique. Mais la conscience de l'interdépendance des écosystèmes est désormais bien réelle. Selon E. O. Wilson, professeur à Harvard : « Nous avons besoin d'écosystèmes naturels en bonne santé et de la biodiversité qu'ils renferment, en tant qu'unités fonctionnant de façon indépendante, pour retenir et purifier l'eau dans les bassins versants, renouveler les sols et même fabriquer l'air que nous respirons. De plus, ils nous sont indispensables [...] pour ralentir l'accumulation des gaz à effet de serre. »*

D'après l'édition 2001 des Perspectives de l'environnement de l'OCDE, quelque 12 millions d'hectares de forêts tropicales disparaissent chaque année – et une superficie équivalente au territoire de la Suisse rien qu'en Asie du Sud-Est.

L'expansion de l'agriculture continue d'emporter sur son passage espèces et habitats. D'ici à 2030, 10 % des terres émergées de la planète risquent d'être converties en surfaces agricoles pour répondre à la demande croissante d'aliments et de biocarburants (voir page 44). Et le changement climatique accentuera davantage les pressions exercées sur la biodiversité.

Environ 12 % de la superficie terrestre est aujourd'hui protégée, mais tous les biomes ne sont pas logés à la même enseigne. Les zones marines protégées sont notamment sous-représentées.

Mesures envisageables

- Davantage d'approches de marché pour mieux refléter la véritable valeur de la biodiversité dans les activités économiques.
- Protéger plus de biomes pour préserver une biodiversité aussi importante que possible.
- Mieux intégrer les questions de biodiversité dans les décisions sur les infrastructures et dans les politiques concernant l'agriculture, la pêche, les forêts et autres ressources naturelles.
- Renforcer les programmes de lutte contre la prolifération d'espèces exogènes envahissantes.
- Favoriser la conservation et l'utilisation durable des « niches » de biodiversité dans les pays en développement.
- Faire en sorte que la libéralisation des échanges ne porte pas atteinte à la biodiversité dans les pays amenés à augmenter leur production.

Les conséquences de l'inaction

Avec le recul de la biodiversité, particulièrement en Asie et en Afrique, apparaîtraient de nouveaux dégâts pour les fonctions essentielles assurées par les écosystèmes : séquestration du carbone, purification de l'eau, protection contre les phénomènes météorologiques et fourniture de matériel génétique. Plusieurs secteurs seraient touchés : l'industrie pharmaceutique ; les pêcheries (les autorités canadiennes ont dû verser des milliards de dollars aux pêcheurs en compensation de l'effondrement des stocks de cabillaud) ; l'agriculture (en France, le recul des populations d'abeilles a commencé à se répercuter sur la pollinisation).

*American Chemical Society (2000), « Biodiversity at the Crossroads », entretien avec E.O. Wilson, Environmental Science and Technology.

SANTÉ

En 2000, l'exposition aux particules en suspension dans l'air (PM₁₀) a causé 9,6 millions d'années de vie perdues dans le monde. Ces pertes pèsent sur le PIB, notamment dans les économies émergentes en expansion rapide. La pollution de l'air est un important facteur de mortalité, particulièrement dans les villes, y compris celles de l'OCDE, dont beaucoup ne respectent toujours pas les recommandations de l'OMS. Peu de législations tiennent compte de la fragilité particulière des enfants et autres groupes vulnérables. En dehors des cancers et des maladies respiratoires et cardiovasculaires, la pollution de l'air et de l'eau entraîne couramment des irritations de la peau, de la gorge et des yeux.

L'énergie, les transports routiers et l'industrie sont les principaux responsables de cette

pollution aérienne. Elle pourrait cependant baisser grâce aux mesures d'atténuation du changement climatique : selon le scénario le plus ambitieux de l'OCDE, les émissions d'oxydes de soufre pourraient diminuer de 20 à 30 % et celles d'oxydes d'azote, de 40 %.

L'impact sanitaire des maladies liées à l'eau est faible dans les pays de l'OCDE, sauf en Corée, au Mexique et en Turquie, où le taux de raccordement aux réseaux de distribution d'eau et d'assainissement reste insuffisant.

La mondialisation rapide de la production chimique et sa progression en dehors des pays de l'OCDE suscitent des préoccupations grandissantes pour la santé, notamment en termes de gestion de la sécurité des produits chimiques. Enfin, les pays de l'OCDE ont entrepris d'évaluer l'innocuité des nanomatériaux pour la santé et l'environnement (voir page 18).

Mesures envisageables

- Soutenir les politiques environnementales pour réduire les coûts sanitaires liés à la dégradation de l'environnement.
- Concevoir des politiques environnementales efficaces, notamment en ciblant plusieurs polluants atmosphériques à la fois ou en améliorant à faible coût la qualité de l'eau et le traitement des déchets.
- Renforcer les mesures de qualité de l'air dans l'OCDE et réduire encore les émissions.
- Accroître le financement, sous forme d'aide au développement et d'investissements directs, pour permettre aux pays en développement de réaliser l'OMD relatif à l'eau et à l'assainissement.

Les conséquences de l'inaction

L'absence de nouvelles mesures ferait augmenter les coûts économiques induits par les polluants en termes d'atteintes à la santé, d'années de vie perdues et de décès prématurés. Les décès prématurés imputables à l'ozone troposphérique pour un million d'habitants devraient quadrupler entre 2000 et 2030, et ceux dus aux PM₁₀ devraient doubler. ■

Références

- OCDE (2008), Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030, Paris.
- OCDE (2007), « Pollution : Les coûts de l'inaction », L'Observateur de l'OCDE n° 263, octobre.
- OCDE (2001), Perspectives de l'environnement de l'OCDE, Paris.

La bonne formule

Qu'y a-t-il de commun entre les chaussures de sport, les automobiles, les aliments transformés, les ustensiles de cuisine, les bâtiments, les routes, les médicaments, les téléphones mobiles et l'ordinateur sur lequel a été écrit cet article ? La chimie, tout simplement.



REUTERS/Henry Romero

Peut-être la formule n'est-elle pas si bonne...

Les produits chimiques sont partout, des principaux processus industriels aux produits pharmaceutiques, en passant par les peintures. Le secteur représente deux billions de dollars, et les trois quarts de la production vient des pays de l'OCDE. Mais cette proportion devrait baisser aux alentours de 60 % d'ici à 2030 avec l'importance grandissante d'acteurs comme la Chine, le Brésil et la Russie. L'American Chemistry Council prévoit 3,5 % de croissance moyenne annuelle de la production mondiale de produits chimiques pendant la prochaine décennie, principalement dans la région Asie-Pacifique. La chimie chinoise, largement tirée par des investissements américains et japonais, a maintenant dépassé en chiffre d'affaires celle de l'Allemagne. L'OCDE, dont les projections sont similaires, appelle les pouvoirs publics à réagir en urgence, et réclame davantage de données, de gestion et de surveillance à mesure que la mondialisation s'accélère. Pourquoi ?

Presque tous les produits fabriqués par l'homme font appel à la chimie ; elle est indispensable à nos sociétés modernes. Mais les composés chimiques ne restent pas confinés à l'intérieur des produits ; des fuites peuvent advenir au cours de la production ou de l'utilisation des produits, ou lorsqu'ils sont jetés au rebut ; leur utilisation peut nuire à la santé ; et leur production émet du CO₂. L'industrie chimique est aussi l'une des plus grosses consommatrices d'énergies

fossiles, tout comme la métallurgie et d'autres industries lourdes.

Il y a également les polluants organiques persistants (POPs). Ils demeurent intacts dans l'environnement pendant de longues périodes, se dispersent géographiquement, s'accumulent dans les tissus adipeux des organismes vivants et sont toxiques pour les humains et la faune. Par exemple, les polychlorobiphényles (PCB) ont été largement utilisés dans les liquides de refroidissement, liquides isolants, adhésifs, papiers autocopiants, etc. Le dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) est un hydrocarbure chloré qui fut beaucoup utilisé dans l'agriculture comme pesticide. La Convention de Stockholm a interdit la production et l'utilisation mondiales de ces substances en 2001, mais le DDT est encore utilisé dans certains pays pour contrôler les moustiques porteurs de paludisme.

Personne ne doute que le rejet de substances comme les PCB ou le DDT a porté gravement atteinte à la santé humaine et animale, ainsi qu'à l'environnement. Les substances chimiques traversent les frontières et s'attaquent à la vie marine. Il est prouvé que le système endocrinien des poissons est perturbé notamment par certains alkylphénols entrant dans la composition des détergents, certains polymères utilisés comme additifs, et certains lubrifiants. On constate toutefois certaines tendances positives, avec une nette diminution

des émissions de substances dangereuses par les usines chimiques dans la zone OCDE. Au Japon, par exemple, l'industrie chimique a fait état d'une baisse, entre 2000 et 2004, de 54 % des émissions de 354 substances recensées dans une loi nationale. L'UE a également noté une nette diminution des agents responsables des pluies acides et de la détérioration de la couche d'ozone, tandis que les États-Unis et le Canada ont enregistré une baisse des rejets et des transferts de plus de 150 produits chimiques contrôlés dans ces deux pays.

Comment poursuivre sur cette lancée ? Plus d'information et de coopération sont nécessaires. Il existe toujours un étonnant déficit d'information quant aux effets sanitaires et environnementaux de nombreuses substances chimiques sur le marché, ainsi que des produits dans lesquels elles sont utilisées. Plusieurs initiatives ont été lancées, telles que la Déclaration de Dubaï de 2006 sur la Gestion internationale des produits chimiques, la Stratégie politique globale ou, sous l'égide de l'ONU, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone ou encore la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Depuis quarante ans, l'OCDE mène des travaux sur les politiques en matière de produits chimiques, au niveau de la prévention, de la préparation et de l'intervention en matière

d'accidents chimiques, des registres des rejets et des transferts de polluants et de gestion des déchets, sans oublier ses lignes directrices pour les essais de produits chimiques, grâce auxquelles les pouvoirs publics et les entreprises économisent des millions de dollars en tests d'application.

Plusieurs pays membres ont également engagé des programmes de réglementation, notamment sur les pesticides et sur les produits chimiques produits en grandes quantités, qui représentent l'essentiel de la production. Nous devons chercher à mieux comprendre les sources d'exposition et à mieux gérer les effets environnementaux des substances chimiques à l'échelle mondiale. L'un des défis est d'élargir aux pays non membres de l'OCDE le Système d'acceptation mutuelle des données de l'OCDE, pour que tous les pays qui contrôlent et évaluent l'industrie chimique travaillent à partir des mêmes références.

Autres pistes à explorer, une fiscalité tenant compte de l'impact environnemental des

produits, et des incitations à la recherche et aux options plus écologiques. Les pratiques volontaires sont également importantes, notamment l'échange d'informations et la communication entre gouvernements, entreprises et grand public. Les obstacles culturels et législatifs peuvent compliquer la tâche, mais les initiatives volontaires supervisées par les pouvoirs publics peuvent être extrêmement fructueuses. En Corée, par exemple, quelque 160 entreprises ont volontairement accepté de réduire leurs rejets chimiques de 30 % avant 2007, et de 50 % avant 2009, par rapport aux niveaux de 2004.

Il faut également récompenser l'innovation et inciter à l'adoption de meilleures technologies. Les pouvoirs publics peuvent publier des modèles de référence pour les entreprises, afin de trouver des substances moins nocives ou d'adopter des solutions alternatives lors de la conception. Ils peuvent aussi inciter l'industrie chimique à faire des économies d'énergie. Avec les nouvelles technologies viennent aussi de nouveaux défis. Ainsi, les nanotechnologies,

notamment les matériaux légers, les encres et les revêtements de protection, sont précieuses pour l'industrie, mais peuvent poser des risques sanitaires et environnementaux, et nécessitent donc davantage de surveillance. Voici un autre domaine où l'OCDE a pris l'initiative.

L'industrie chimique progresse rapidement, tant géographiquement que technologiquement ; c'est pourquoi davantage de données et de coopération sont nécessaires. Ce sera l'un des grands défis politiques mondiaux, avec l'extension de cette industrie aux marchés émergents. Alors que de nombreux projets d'investissements vont voir le jour, il faut agir maintenant, dans l'intérêt des bonnes pratiques. ■ *RJC*

Références

- Voir les pages de l'OCDE sur les produits chimiques sur www.oecd.org/env-fr
- Site de l'American Chemistry Council : www.americanchemistry.com
- Site de la Convention de Stockholm sur les POPs : www.pops.int

Sustainable mining from Chile to the world.



ANTOFAGASTA
MINERALS

In a mining country like Chile, sustainability is a major issue.

And, as Chile's largest private mining group, Antofagasta Minerals means sustainable Chilean mining for the world.



ITF/DR

Transport et énergie

Le défi du changement climatique

Jack Short

Secrétaire général du Forum international des transports*

Pour le secteur des transports, très important émetteur de gaz à effet de serre, réduire les émissions constitue un immense défi, surtout lorsque la plupart des prévisions annoncent le doublement, voire le triplement, des transports au cours des 30 prochaines années.

L'année 2007 a été remarquable en ce qui concerne l'attention politique mondiale accordée au problème du changement climatique. Du Brésil à Bali, plus personne en effet ne peut se faire d'illusion sur l'importance de l'enjeu. Heureusement, les gouvernements des pays de l'OCDE (à l'origine de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre) commencent à agir, bien qu'il reste encore beaucoup à faire.

C'est pourquoi la première session du Forum international des transports, qui se tiendra à Leipzig (Allemagne) du 28 au 30 mai 2008, aura pour thème « Transport et énergie : Le défi du changement climatique ».

Cette nouvelle plateforme offre aux décideurs des secteurs privé et public un cadre unique pour élaborer les stratégies et mesures à mettre en œuvre, aux plans national et international, pour contribuer à atteindre l'objectif de réduction des émissions mondiales d'environ 50 % au cours des cinquante prochaines années. De fait, sans amélioration dans le secteur des transports, cet objectif sera très difficile à atteindre. On trouve dans les travaux consacrés aux instruments, aux carburants de substitution et aux comportements des conducteurs, par exemple, de nouvelles idées

et données sur les options possibles, leurs avantages et leurs coûts respectifs. Le Forum, en réunissant les principaux acteurs concernés autour des dernières analyses, est un lieu idéal pour formuler des politiques ambitieuses et responsables pour l'avenir du secteur des transports.

Les décideurs de ce secteur y auront l'occasion de montrer comment ils s'attaquent concrètement au problème du réchauffement planétaire. De nombreux

Le trafic aérien de passagers sera multiplié par 2,5 entre 2005 et 2025, et le fret aérien, par trois.

chercheurs de premier plan et représentants d'organisations non gouvernementales viendront également débattre des mesures pour réduire au mieux l'impact du secteur sur le climat.

Le Forum ne sera pas un lieu pour échanger des généralités, mais un événement à haut niveau axé sur l'action. Cette année, la Chancelière allemande Angela Merkel s'adressera aux participants. Des personnalités éminentes de l'industrie comme Thomas Enders, PDG d'Airbus et

Thierry Morin, PDG de Valeo, et des milieux universitaires, comme Julia King, auteur du récent rapport intitulé « The King Review on low carbon cars », interviendront également.

Les dirigeants des principales organisations internationales apporteront aussi leur contribution, aux côtés de Angel Gurría de l'OCDE et de Nobuo Tanaka de l'Agence internationale de l'énergie. Autrement dit, la première session annuelle du Forum international des transports promet de marquer une étape importante dans l'action à mener face au changement climatique.

Les transports représentent bien sûr plus qu'un enjeu environnemental. Ils sont à la base de la croissance économique et de la cohésion sociale. Ils constituent une force d'ouverture, d'intégration et même de paix dans le monde, et s'inscrivent dans le patrimoine qui sera transmis aux générations futures.

Pourtant, on ne saurait éluder le fait que ces avantages immenses sont compromis par d'autres conséquences, notamment environnementales. Les transports sont encore trop polluants et leurs émissions posent de graves risques sanitaires, en particulier dans les pays où les normes environnementales sont faibles.

La sécurité demeure également une préoccupation importante. Plus d'un million de personnes meurent sur les routes du monde chaque année.

Mais le changement climatique est un défi nouveau, plus vaste. Nous savons aujourd'hui comment réduire les émissions de nombreux polluants classiques et faire baisser le nombre d'accidents, mais pouvons-nous découpler la croissance dans les transports de l'augmentation des émissions de CO₂ ? Le secteur des transports est déjà à l'origine de près du quart des émissions mondiales de CO₂ provenant de la combustion de carburant, et cette part augmente. Elle est de 30 % dans la zone OCDE.

Le problème est que, malgré des innovations technologiques prometteuses, les transports sont presque exclusivement tributaires du pétrole. Ils sont ainsi vulnérables – et, avec eux, des économies entières – aux chocs pétroliers. Il devient de plus en plus urgent, à mesure que croissent nos économies, d'améliorer l'efficacité des transports et de mettre au point de nouvelles technologies.

Mais la forte croissance mondiale des transports va compliquer la tâche de réduction des émissions de CO₂ au cours des 30 prochaines années. Les échanges vont continuer d'augmenter, comme les revenus, et la motorisation va progresser dans les pays en développement, notamment en Chine et en Inde.

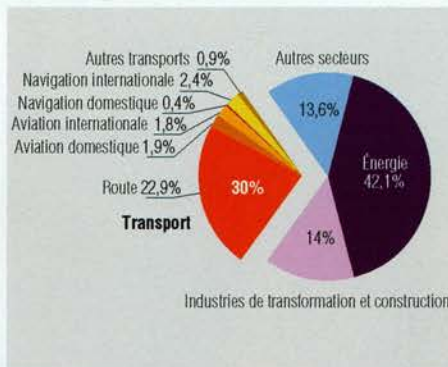
Le trafic aérien de passagers sera multiplié par 2,5 entre 2005 et 2025, et le fret aérien, par trois. De même, les volumes de fret maritime devraient tripler entre 1980 et 2020. Ces deux modes de transport méritent la plus grande attention, mais les chiffres indiquent que la priorité d'action va au transport routier.

Quel que soit le mode de transport considéré, la situation actuelle n'est pas viable et de nouvelles politiques s'imposent. Il faut notamment encourager les progrès technologiques pour les véhicules et les équipements, notamment pour améliorer l'efficacité énergétique.

Du côté de la demande, nous devons mieux gérer notre mobilité, ce qui n'implique pas nécessairement de la restreindre. De meilleures politiques d'aménagement, des investissements dans les transports publics et la tarification des

La part du transport

% des émissions de CO₂ provenant de la combustion de carburant, 2005



Source : Agence internationale de l'énergie

infrastructures routières en vue de réduire la congestion sont des solutions à envisager. Les opinions et expériences à ce sujet varient bien sûr beaucoup et un débat approfondi est nécessaire pour que les décideurs s'entendent sur la voie à suivre.

On fonde de grands espoirs sur de nouvelles sources d'énergie et de spectaculaires percées technologiques. Mais, si celles-ci se matérialisent un jour, ce ne sera pas avant quelques décennies et il est essentiel de procéder dès aujourd'hui aux améliorations déjà possibles, éprouvées et abordables, comme le perfectionnement des pneus, des lubrifiants, des systèmes de climatisation et d'éclairage, sans oublier le comportement au volant.

Nous devons aussi éviter de miser aveuglément sur des options coûteuses comme les biocarburants, qui ne sont ni rentables ni forcément bons pour l'environnement. L'innovation est bien sûr essentielle et nous devons favoriser des progrès technologiques décisifs, mais cela ne doit pas nous détourner des mesures réalisables et efficaces d'ores et déjà à notre portée. Le même raisonnement vaut pour les solutions à l'échelle mondiale. Celles-ci sont certes idéales, mais leur mise en œuvre ne se fera pas du jour au lendemain. Il faudra que les normes applicables aux véhicules convergent, et l'instauration d'une taxe carbone mondiale ou la création d'un marché efficace d'échanges de droits d'émission demanderont du temps. Nous devons bien sûr viser ces objectifs, mais nous pouvons dès aujourd'hui progresser de différentes façons dans différentes régions.

Les pays de l'OCDE doivent donner l'exemple, mais d'autres pays peuvent également mettre en place des incitations pour nettement améliorer leurs performances.

Le Forum international des transports de mai sera certainement l'occasion d'entendre de nombreux avis et solutions. Il nous faut encourager les idées véritablement novatrices et travailler à leur concrétisation, mais il est également primordial de mettre en place dès que possible des solutions simples et efficaces. Parmi toutes les mesures à disposition, l'amélioration de la consommation de carburant est celle qui permet de réaliser les économies les plus importantes, et de la façon la plus rentable.

Cette tâche requiert une action des pouvoirs publics pour stimuler les investissements et sensibiliser les consommateurs. Des normes, des incitations fiscales et des campagnes d'information sont nécessaires pour promouvoir le développement de véhicules moins gourmands. Il faut aussi encourager une conduite plus économe en carburant par des programmes de formation et la promotion de la technologie embarquée, par exemple. C'est le genre de mesures abordables et éprouvées que notre session de Leipzig doit préconiser. Elles laissent entrevoir des résultats réels et immédiats, y compris pour l'environnement. ■

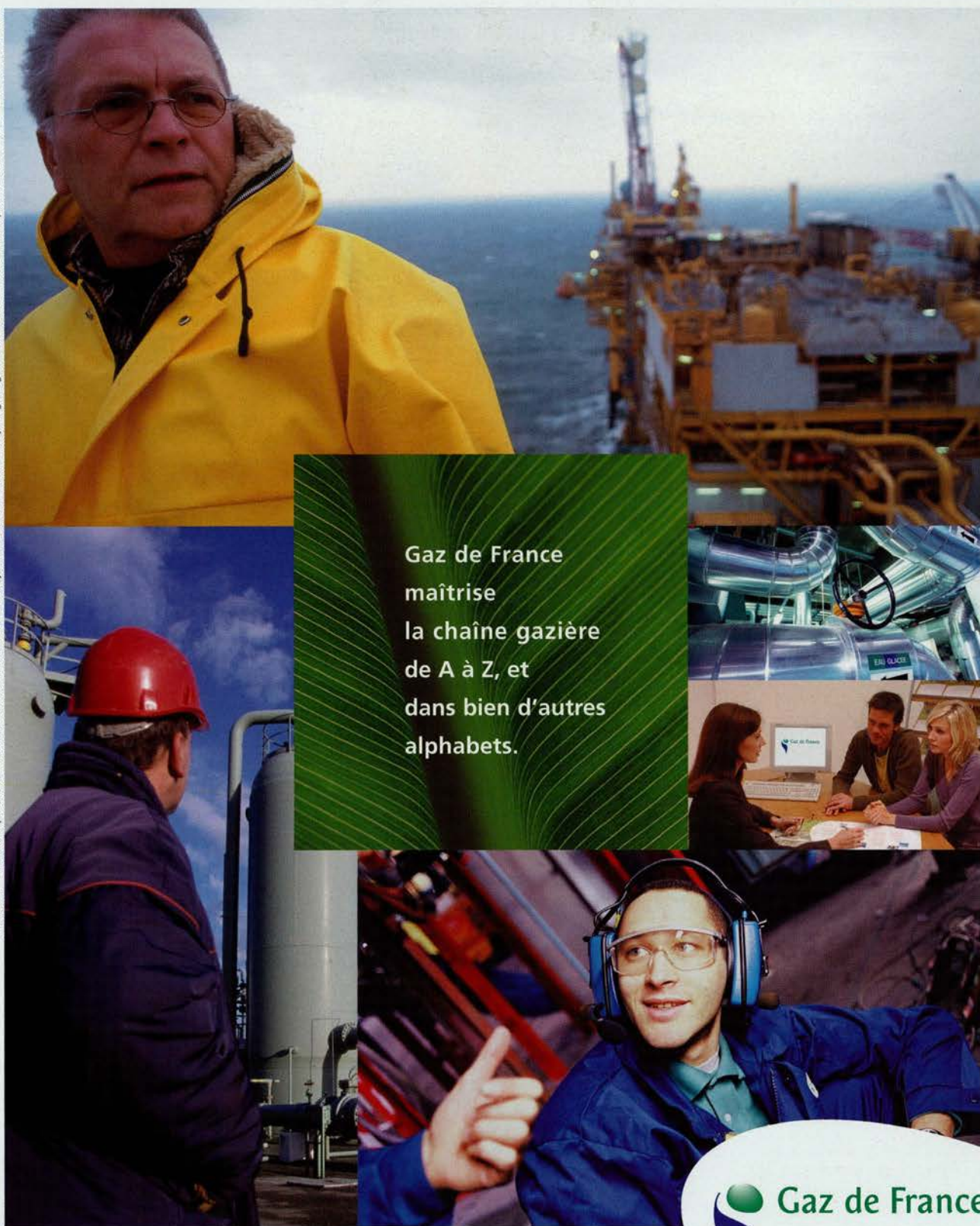
* Le Forum international des transports est une plateforme mondiale et un lieu de rencontre au plus haut niveau sur les transports, la logistique et la mobilité. Issu de la transformation récente de la Conférence européenne des ministres des Transports, le Forum international des transports est une institution intergouvernementale appartenant à la famille OCDE. Des représentants éminents des gouvernements et du secteur politique, du monde des affaires et de l'industrie, de la recherche et de la société civile s'y rencontreront chaque année pour discuter d'un sujet d'importance stratégique mondiale lié au transport. La première session annuelle du Forum – « Transport et énergie : le défi du changement climatique » – aura lieu à Leipzig, du 28 au 30 mai. Pour plus de renseignements, voir www.internationaltransportforum.org.

L'Observateur de l'OCDE tient à remercier Kumi Kitamori et Helen Mountford, de la direction de l'Environnement, pour leurs précieux conseils à l'occasion de ce dossier spécial sur l'environnement.

Fourniture d'énergie et de services, transport-stockage et distribution de gaz naturel : telles sont les activités quotidiennes de Gaz de France depuis plus de 50 ans. Groupe intégré sur toute la chaîne gazière, Gaz de France déploie son savoir-faire en Europe, en plaçant le développement durable au cœur de sa stratégie de croissance. www.gazdefrance.com

anastalle - © Médiathèque Gaz de France / X. Renaud / F. Dumouau / P. F. Grosjean / P. Delavie / A. Keller - Getty Images/Digital Vision - Gaz de France SA au capital de 983.871.988 € - 542 107 651 RCS Paris

Publicité



Gaz de France
maîtrise
la chaîne gazière
de A à Z, et
dans bien d'autres
alphabets.



Ici. Là-bas. Pour vous. Pour demain.



Compter les heures

Les Européens, notamment les femmes, travaillent généralement moins que les Américains. Dans quelle mesure cette différence peut-elle expliquer l'écart des revenus de part et d'autre de l'Atlantique ?

« Les Européens sont-ils paresseux ou les Américains sont-ils fous ? » Cette question provocatrice a été reprise par Jørgen Elmeskov, directeur par intérim du Département des Affaires économiques de l'OCDE, lors d'une récente conférence au Congrès américain à Washington pour aborder la question du temps de travail aux États-Unis et en Europe.* D'un côté, les Américains, avec leurs longues heures, leurs vacances courtes et leur fort attachement au travail ; de l'autre, les Européens qui travaillent moins d'heures, prennent plus de vacances et accordent une plus grande priorité aux loisirs. Pourquoi ces différences ? Est-ce un problème pour les économies ? Dans ce cas, comment y remédier ?

Questions délicates, qui alimentent mécontentes et désaccords des deux côtés de l'Atlantique, sans compter une certaine rivalité. De nombreux analystes considèrent le temps de travail comme l'une des causes de l'écart de revenus entre les Américains, en tête, et les Européens, à la traîne. D'autres contestent cette opinion en soulignant les taux de productivité européens plus élevés, sans compter que tout ce travail et ce manque de repos doit certainement peser sur la productivité des travailleurs américains ! S'il y a quelque chose de vrai dans ces assertions, c'est qu'une moindre utilisation de la main-d'œuvre constitue l'un des principaux déterminants des revenus inférieurs de plusieurs

pays européens par rapport aux États-Unis. Une partie des écarts peut s'expliquer par des taux d'emploi plus bas, mais aussi par une durée plus courte du temps de travail.

Prenons quelques exemples. La France fait souvent la une des journaux pour sa semaine de travail relativement courte, notamment du fait du débat sur la semaine des 35 heures. Mais ce n'est pas le pays où l'on travaille le moins : selon les chiffres, les heures travaillées par an en moyenne sont moins nombreuses aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède et au Danemark, et à peine plus nombreuses en Allemagne (voir le graphique). Le taux d'emploi est plus élevé au Royaume-Uni, mais les Britanniques travaillent à peine plus que les Français ou les Allemands, et sont bien loin derrière la moyenne de l'OCDE.

Les Coréens arrivent largement en tête des heures travaillées annuellement dans la zone OCDE, mais les États-Unis se situent également bien au dessus de la moyenne : en 2005, les heures annuelles de travail ont dépassé de 15 % la moyenne de l'Union européenne (UE15).

Cela n'a pas toujours été le cas. Au milieu des années 70, les Européens travaillaient nettement plus longtemps, et ce n'est qu'au milieu des années 80 que le nombre d'heures travaillées aux États-Unis a commencé à dépasser la moyenne européenne. Et la durée du travail a diminué aux États-Unis, mais moins qu'en

Europe : on est passé aux États-Unis de 1850 heures travaillées par an dans les années 60 à un peu plus de 1700 en 2004, contre 2100 à 1600 en Europe de l'Ouest. Depuis les années 70, la durée du travail est restée globalement stable aux États-Unis, alors qu'elle a largement diminué en Irlande, au Portugal, au Luxembourg et en France.

Quels facteurs interviennent réellement dans ces écarts entre pays ? Dans une étude intitulée « Facteurs explicatifs des différences du nombre d'heures travaillées entre les pays de l'OCDE », les auteurs d'Objectif croissance ont étudié plusieurs causes.

Environ 60 % de l'écart hebdomadaire est dû à des semaines à temps plein plus courtes, le reste traduit des emplois à temps partiel plus nombreux en Europe. Et la plupart des différences horaires reflètent les heures de travail moins nombreuses des femmes.

Si la semaine de travail des hommes européens salariés à temps plein n'est que légèrement plus courte que celle des hommes aux États-Unis, les femmes européennes travaillent en revanche beaucoup moins longtemps et sont plus susceptibles d'occuper un emploi à temps partiel. Les hommes et les femmes aux États-Unis travaillent en moyenne 41 heures hebdomadaires – les femmes, un peu moins –, contre environ 38 heures pour les

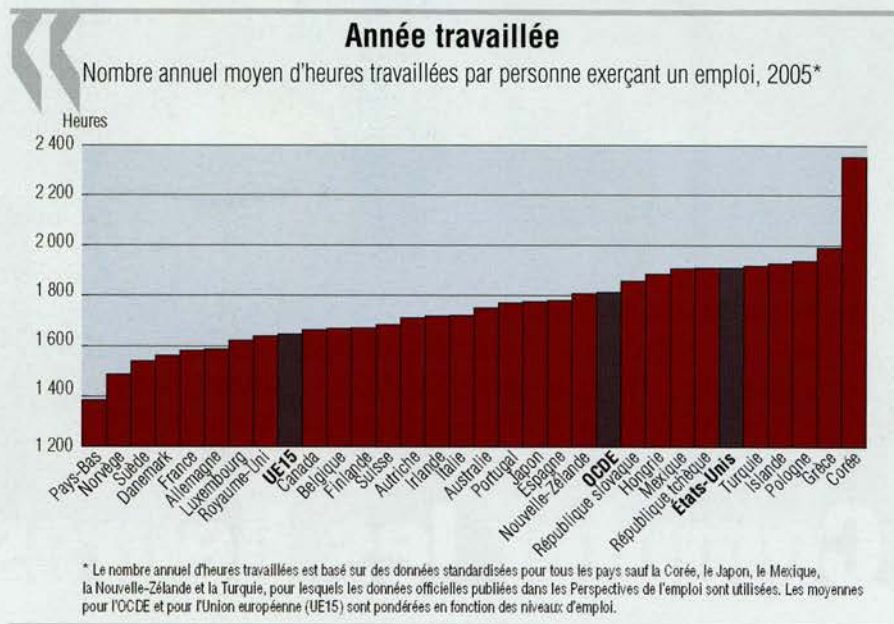
hommes et un peu plus de 30 pour les femmes en Europe.

Certaines normes culturelles expliquent en partie cette différence, mais l'évolution de la durée du travail et du taux d'activité indique que les politiques publiques interviennent également dans cette situation.

Prenons tout d'abord la **fiscalité**. Une hausse des impôts est un outil à double tranchant en termes de temps de travail. Elle peut inciter à travailler davantage pour couvrir la perte de revenu, ou pousser les individus à réduire leurs heures de travail. Objectif croissance montre que des taux d'imposition marginaux accrus (plus d'impôt sur chaque euro supplémentaire gagné) ont une influence néfaste sur la durée moyenne du temps de travail.

Toutefois, cet effet pèse surtout sur les femmes, qui représentent généralement le deuxième revenu du ménage et risquent davantage d'être touchées par les augmentations des taux marginaux, si bien que l'entretien de la maison et la garde des enfants peuvent devenir des options plus intéressantes que le travail.

L'analyse de l'OCDE suggère qu'une réduction de 10 points de pourcentage des taux marginaux d'imposition sur le revenu ou de cotisation à la sécurité sociale entraînerait une progression des heures de travail hebdomadaires des femmes d'environ 3,5 %, et augmenterait également leur taux d'emploi. Il est théoriquement possible de corriger l'écart de temps de travail hebdomadaire moyen des femmes en rapprochant les taux marginaux associés aux deuxièmes revenus de ceux pratiqués aux États-Unis. Comme le rapport le souligne, de tels changements supposeraient un



Source : OCDE (2008), Objectif croissance

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/264165301417>

affaiblissement du système de redistribution des revenus en Europe et pourraient donc être jugés inacceptables.

Des réglementations différentes contribuent également aux écarts de durée du travail. La réglementation relative au temps de travail a généralement été mise en place dans un souci de santé, de sécurité et de bien-être. La Belgique et la France ont aussi édicté des lois pour encourager les entreprises à embaucher davantage.

En vertu de la Directive européenne de 1993 sur le temps de travail, la semaine est limitée à 48 heures travaillées dans les États membres de l'UE, sauf pour le Royaume-Uni qui n'y a pas adhéré. Dans toute la zone OCDE, les heures supplémentaires doivent être payées au-delà de 40 heures hebdomadaires, et avant en France et en Belgique. Ces seuils expliquent une partie des différences de durée de travail entre les États-Unis et l'Europe, en particulier pour les hommes.

Quant aux **droits à congés payés**, les différences évidentes entre l'Europe et les États-Unis (y compris pour ce qui est des congés maladie et maternité) expliquent en partie les écarts de durée annuelle du travail. Ainsi, le congé minimal est de trois semaines et demi en moyenne dans l'UE, et de plus de quatre dans certains pays. Les Américains prennent en général deux semaines de vacances environ par an, parfois plus et parfois moins, dans la mesure où il n'y a pas de minimum légal.

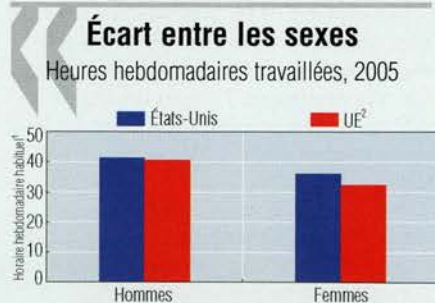
La législation sur la protection de l'emploi et les politiques anticoncurrentielles, telles que les réglementations sur les marchés de produits, contribuent également à ces différences transatlantiques car elles réduisent légèrement le nombre d'heures hebdomadaires travaillées, notamment par les hommes. Ces règles et réglementations sont nettement plus rigoureuses en Europe. Un plus fort pouvoir de négociation des syndicats peut être associé à une durée plus courte du travail des hommes. La main-d'œuvre peut également résister à l'essor du travail à temps partiel, ce qui peut entraîner une durée de travail hebdomadaire des femmes plus longue étant donné que les emplois à temps partiel sont rares.

Dans la mesure où l'utilisation de la main-d'œuvre constitue un déterminant important du PIB par habitant, les auteurs d'Objectif croissance accordent une grande priorité aux mesures permettant de supprimer les obstacles à l'emploi et d'accroître l'utilisation de la population active dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans plusieurs cas, les politiques visant à réduire les obstacles à l'allongement du temps de travail peuvent faire partie de la solution. ■ *RJC/IM*

* Voir www.oecdwash.org.

Références

- OCDE (2008), Objectif croissance, Paris.
- Voir www.bloggernews.net/114269.



1. L'horaire hebdomadaire habituel est la durée d'une semaine de travail habituelle ; elle correspond au nombre hebdomadaire d'heures travaillées en général.
2. La moyenne pour l'Union européenne (UE15) est pondérée en fonction des niveaux d'emploi.

Source : OCDE (2008), Objectif croissance

Réforme économique

Des résultats inégaux

André Faber



Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer le niveau de vie ? Une question pertinente pour de nombreux pays, dans un contexte économique plutôt instable.

En 2005, l'OCDE a lancé un nouveau rapport annuel, Objectif croissance, pour évaluer les progrès réalisés au niveau des réformes visant à l'amélioration de la performance économique et du bien-être. Selon la dernière édition, publiée en mars, les pays ont bien progressé durant l'année écoulée en prenant des mesures dans presque deux tiers des domaines que le rapport de 2007 jugeait prioritaires, leur action ayant été particulièrement fructueuse dans l'éducation. Mais dans d'autres domaines, les progrès ne sont pas suffisants, notamment pour les réformes du marché du travail : 40 % seulement des pays membres pour lesquels ce domaine était jugé prioritaire ont pris de nouvelles mesures. Selon ce dernier rapport, l'effort de réforme dans les pays de l'OCDE est deux fois moins soutenu dans le domaine de l'emploi que dans celui de l'éducation.

Le rapport souligne que ces résultats inégaux se sont inscrits dans le contexte d'une activité économique dynamique, qui a pu avoir le double effet d'assurer des conditions propices à la réforme, tout en atténuant le caractère d'urgence des réformes.

Objectif croissance 2008 dresse le bilan, pour l'année écoulée, de la mise en œuvre par les pays membres des recommandations pour accélérer la croissance formulées dans

le rapport 2007. Les cinq chapitres spéciaux du rapport 2008 couvrent les principaux domaines de la politique structurelle : différences dans le nombre d'heures travaillées, efficacité de l'enseignement primaire et secondaire, investissement dans l'enseignement supérieur, influence de la géographie sur la performance économique, échanges de services.

Plusieurs pays ont pris des mesures pour accroître leur productivité, notamment en assouplissant les réglementations qui freinent la concurrence dans le secteur de l'énergie, en réformant leur secteur public pour le rendre plus efficace, en facilitant l'investissement étranger et en améliorant la structure de leur fiscalité. Mais les progrès sont moins impressionnants dans des domaines plus délicats comme la réglementation du marché du travail, où, par exemple, il n'y a guère eu d'efforts pour réformer la législation protectrice de l'emploi là où elle était considérée comme trop rigoureuse.

Objectif croissance attire l'attention sur la **durée annuelle du travail**, supérieure de 15 % environ aux États-Unis à celle enregistrée en Europe, ce qui est dû à la fois à un nombre annuel de jours travaillés plus élevé et à une durée hebdomadaire moyenne du travail plus longue aux États-Unis (voir page 24). Ce dernier phénomène

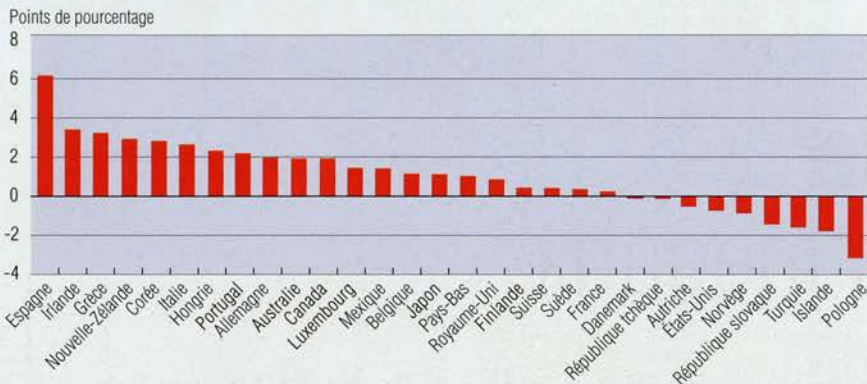
reflète la différence du nombre d'heures travaillées par les femmes dans les deux régions, les taux marginaux d'imposition européens plus élevés expliquant en grande partie la plus faible durée du travail des salariées européennes. Les données recueillies pour ce rapport montrent qu'une diminution à la marge de 10 points des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou des cotisations de sécurité sociale accroîtrait de 3,5 % la durée hebdomadaire de travail des Européennes.

En plus de la politique économique, les **facteurs géographiques** influent eux aussi sur le niveau de vie et la croissance, et le rapport indique que les pays les plus éloignés des centres d'activité économique commercent moins. Les pays européens ont la situation la plus centrale, alors que l'éloignement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est l'un des facteurs expliquant un revenu par habitant relativement plus faible. Les effets potentiels de ce facteur sont importants : l'isolement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pourrait réduire le PIB par habitant jusqu'à 10 %, tandis que l'effet bénéfique d'une localisation favorable pourrait représenter jusqu'à 6 % du PIB dans le cas de la Belgique et des Pays-Bas.

La **concurrence** est également importante pour les échanges de services. Le rapport

Au travail

Évolution du taux d'activité, en points de pourcentage, 2001-2006



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n°82

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/264157254553>

estime que si les pays de l'OCDE alignaient leurs réglementations restreignant la concurrence sur le pays le moins restrictif de la zone OCDE, les échanges de services doubleraient presque, augmentant ainsi le PIB par habitant de 2 % environ en moyenne, et de plus de 3 % dans les pays ayant les réglementations les plus restrictives.

Un système éducatif plus performant est fondamental pour améliorer la productivité et le niveau de vie, et c'est dans ce domaine que les pays ont le plus agi durant l'année écoulée. Pourtant, selon le rapport, les établissements d'enseignement primaire et secondaire pourraient être bien plus efficaces dans les pays de l'OCDE s'ils adoptaient les meilleures pratiques nationales et internationales. Par exemple, si l'établissement national médian s'alignait sur le meilleur niveau de performance de la zone OCDE, son efficacité augmenterait de 20 à 40 %. Il faudrait pour cela une gestion davantage orientée sur les performances, une plus grande autonomie et une moindre répartition des élèves par niveau.

Bien que l'investissement dans l'enseignement supérieur puisse avoir un rendement élevé, les pays n'investissent pas tous à hauteur de leurs possibilités. Et, si le rapport entre le nombre de diplômés du

Les progrès sont moins impressionnants dans des domaines plus délicats comme la réglementation du marché du travail.

supérieur et la population adulte a progressé dans presque tous les pays de l'OCDE (en particulier pour les femmes), il reste extrêmement variable, de 10 % environ en Italie et au Portugal à 35 % en Amérique du Nord. Dans ce domaine, les pays doivent relever le défi d'améliorer cette proportion sans sacrifier la qualité. Objectif croissance propose des mécanismes de financement (notamment des prêts étudiants dont les remboursements dépendent des revenus après le diplôme) pour inciter les étudiants à investir dans l'enseignement supérieur, le relèvement des frais de scolarité pour accroître les ressources et une autonomie accrue des établissements d'enseignement supérieur afin que ceux-ci puissent davantage innover. ■ *RJC/JI*

Références

- OCDE (2008), Réformes économiques : Objectif croissance 2008, Paris.
- Voir www.oecd.org/economie/objectifcroissance2008



mars 2008
ISBN 978-92-64-04286-5
€64.00 \$82.00 £43.00 ¥8 900

Objectif croissance FAQ

Comment les mesures prioritaires sont-elles identifiées ?

Ces mesures sont basées sur une analyse comparative des indicateurs de l'affectation de l'emploi et de la productivité en fonction d'un large éventail d'indicateurs de mesures politiques. Cette analyse permet de corrélérer échec d'une mesure et faible performance. Afin d'éviter les recommandations toutes faites, les priorités sont identifiées seulement s'il est possible de lier des mesures structurelles particulières à de faibles performances.

Y aura-t-il un suivi de ces rapports évaluant les progrès réalisés ?

Oui. L'édition 2009 d'*Objectif croissance* fera des recommandations de réformes pour chacun des pays-membres de l'OCDE.



OCDE éditions
www.oecd.org/editions



Fraude fiscale et constructions douteuses

Ignacio Gomez Jimenez, Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE*

Profits illicites issus de transactions immobilières douteuses : quelle est l'ampleur du phénomène et quelles sont les solutions ?

L'immobilier est un secteur stratégique pour la plupart des économies – il suffit de penser aux liens avec le secteur du bâtiment ou à l'importance des capitaux immobiliers dans les portefeuilles des fonds de pension. C'est aussi un secteur vulnérable aux pratiques comme le blanchiment d'argent ou la fraude fiscale. Le blanchiment de capitaux est fréquemment considéré comme une nouvelle forme de criminalité en col blanc, favorisée par les progrès technologiques. Cependant, les méthodes utilisées pour dissimuler le produit des activités criminelles hors de portée des autorités n'ont rien de novateur. L'immobilier constitue depuis longtemps le choix préféré des criminels pour dissimuler des biens mal acquis, et la manipulation de prix figure parmi les plus vieux moyens de transférer illégalement des recettes illicites. De telles activités s'accompagnent souvent de systèmes de fraude fiscale.

En 2006, l'OCDE a mené une enquête dans 18 pays afin de mesurer l'ampleur des pratiques illégales dans le secteur immobilier et de proposer des pistes pour y remédier. Les principales conclusions confirment que, dans la plupart des pays concernés, le secteur immobilier sert de cadre à des pratiques frauduleuses ou à des opérations financières illicites. Néanmoins, la véritable ampleur de ce problème demeure incertaine, et ce même dans les pays qui ont adopté une démarche systématique pour identifier les activités de blanchiment de capitaux et de fraude fiscale au sein du secteur immobilier. Bien que les informations relatives aux transactions immobilières soient généralement plus accessibles que dans d'autres secteurs, aucun des pays n'a été en mesure de fournir de chiffres officiels sur ces activités, ce qui est peut-être imputable à la hausse rapide du volume de ces transactions au cours des dix

dernières années, soutenue par le boom immobilier enregistré dans de nombreux pays.

Selon les pays passés en revue, outre la manipulation de prix, les méthodes les plus couramment utilisées pour mener à bien ces activités illicites impliquent le recours à de fausses identités, la non déclaration de transactions ou de plus-values et l'utilisation de sociétés écrans pour dissimuler l'identité des réels propriétaires. Ces méthodes peuvent parfois être combinées et concerner un vaste cercle d'individus.

Prenons un exemple : une personne peut utiliser des sommes en espèces issues d'activités illicites pour acquérir un terrain et y construire un immeuble. Si le prix du terrain n'est pas déclaré, le vendeur, qui peut avoir d'autres projets en cours de construction, peut utiliser la somme en espèces non déclarée pour financer une série de transactions non déclarées ou sous-facturées avec d'autres parties. Pour rendre la transaction encore plus opaque, le vendeur peut

Aucun des pays étudiés n'utilise Internet pour rechercher d'éventuelles transactions suspectes.

également avoir recours à une société détenue par des prête-noms pour dissimuler l'identité du véritable propriétaire. Le vendeur/l'acheteur peut aussi chercher à réduire illégalement sa facture fiscale en déclarant des pertes artificielles destinées à compenser la plus-value de cession, de manière à rendre l'ensemble de la transaction suffisamment complexe pour réduire au maximum tout risque d'être découvert.

L'immobilier se caractérise généralement par des investissements de grande valeur et à fort rendement, ce qui accentue les dangers les plus fréquemment évoqués par les pays passés en revue : facilité avec laquelle la valeur du bien immobilier peut donner lieu à de fausses estimations, attractivité du secteur pour l'argent sale et possibilité de dissimuler les propriétaires réels des biens.

Pour dissimuler l'identité des propriétaires, plusieurs méthodes sont utilisées : recours à des sociétés situées à l'étranger ou montage de structures complexes pour procéder aux

acquisitions, acquisition de biens à l'étranger sans les déclarer et, particulièrement sur les marchés en plein essor, « property flipping » (achat et revente rapides d'un bien immobilier).

Certains pays évoquent également des exemples d'utilisation de structures financières à l'étranger. Dans ce cas, les sommes en espèces issues d'activités illicites sont déposées sur un compte bancaire ouvert dans un paradis fiscal. Pour financer l'acquisition d'un bien immobilier, un prêt est consenti par une banque étrangère, par l'intermédiaire de sa correspondante dans le pays où l'acquisition est réalisée. Cet emprunt est garanti par des dépôts à l'étranger. Les fonds peuvent ainsi être utilisés sous couvert du prêt et il est même possible de déduire de ses revenus les intérêts afférents à ce prêt.

L'enquête révèle que les administrations fiscales préfèrent associer plusieurs stratégies pour identifier les activités de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux dans le secteur immobilier. Ainsi, dans un certain nombre de pays, elles ont recours à des outils plus pointus, tels que l'extraction de données – de grandes quantités d'informations issues de bases de données sont triées et sélectionnées selon leur importance –, en complément de l'analyse des risques. Il est toutefois surprenant de constater qu'aucun des 18 pays n'utilise d'outil électronique pour explorer Internet à la recherche d'éventuelles transactions suspectes.

Dans la mesure où l'on ignore l'étendue du problème, il n'est pas toujours possible d'évaluer les résultats de ces stratégies. Toutefois, certains pays, parmi lesquels l'Irlande, le Mexique et les États-Unis, estiment que l'augmentation continue du nombre d'affaires ayant donné lieu à une enquête ces dernières années s'explique par les résultats obtenus au cours des années précédentes.

Le rapport analyse également les « indicateurs d'alerte » mis en place par les administrations fiscales nationales pour repérer les fraudes fiscales et le blanchiment de capitaux dans le cadre des transactions immobilières, qui se divisent en trois catégories : divergences entre les informations apparentes et les données déclarées ou enregistrées, mouvements d'importantes sommes d'argent et comportement individuel. Si la plupart de ces indicateurs interviennent au niveau du paiement, d'autres sont plus subtils et

s'attachent à certains comportements ou à des transactions inhabituelles (biens immobiliers de luxe situés dans des lieux qui ne s'y prêtent pas, par exemple).

Selon le rapport, la plupart des pays passés en revue considèrent que la coopération entre les différentes administrations fiscales nationales est très importante pour enquêter efficacement sur les affaires suspectées de couvrir des activités de blanchiment de capitaux et de fraude fiscale. L'échange automatique d'informations et de données entre les administrations fiscales nationales n'est pas encore très répandu mais se développe.

Le rapport de l'OCDE propose des conseils pratiques sur les moyens de prévention permettant de gérer et de limiter les risques. Les administrations fiscales nationales sont nombreuses à avoir pris des mesures visant à encourager la discipline fiscale dans le cadre des transactions immobilières, notamment par le biais de forums et de campagnes d'information permettant d'accéder à de nouvelles sources de données, y compris à des bases de données sur les transactions immobilières ; par la création d'équipes spécialisées et la réorganisation de l'administration fiscale ; et en faisant l'inventaire des biens immobiliers. Il est encore trop tôt pour mesurer les résultats de ces initiatives, selon les administrations fiscales. Cependant, la lutte contre l'instrumentalisation du secteur immobilier à des fins de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux demeure l'une de leurs priorités. ■

*Le Centre de politique et d'administration fiscales travaille en coopération avec le Groupe d'action financière, organisme de régulation international de premier plan qui combat le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, car les techniques employées pour blanchir des recettes illicites ou commettre des fraudes fiscales révèlent des similarités majeures. Pour plus d'informations sur le travail de ces deux organisations, consulter www.oecd.org/ctp-fr et www.fatf-gafi.org/.

Référence

- OCDE (2008), Tax Fraud and Money Laundering Vulnerabilities Involving the Real Estate Sector, document de travail à paraître sur www.oecd.org/fiscalite.



Des perspectives **plus vertes** pour ce printemps



Ouvrage disponible sur SourceOCDE ou www.oecd.org/librairie



La valeur des réformes



M. Strauss-Kahn s'interroge

L'écart de productivité et de performance économique entre les États-Unis et l'Europe a suscité beaucoup de débats ces dernières années, mais la plupart des experts semblent s'accorder sur un point : le manque de progrès dans la réforme des marchés du travail et des produits n'a pas aidé la cause européenne. C'est un refrain qui revient constamment dans la série de l'OCDE Objectif croissance (voir page 25), et le thème des **Réformes structurelles en Europe** a également fait l'objet d'une conférence à haut niveau organisée conjointement par l'OCDE et le FMI à Paris en mars. Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, était l'un des principaux intervenants aux côtés d'Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. Le commissaire européen Joaquín Almunia et le ministre de l'Emploi suédois, Svan Otto Litorin, étaient également présents. Voici un court extrait du discours de M. Strauss-Kahn.

« Le moment peut paraître mal choisi pour une conférence sur les réformes structurelles. Nous traversons une crise financière qui aura de lourdes conséquences économiques pour un grand nombre de pays et il semblerait donc que nous ayons des problèmes plus urgents à régler.

Mais c'est en fait le bon moment de parler des réformes structurelles, parce qu'elles ont d'importantes répercussions sur ce que sera l'Europe lorsqu'elle sortira de la crise financière, et parce qu'il est vital pour le succès du modèle européen de mobiliser le public en faveur des réformes.

Comme je l'ai indiqué auparavant, le modèle européen repose sur la volonté d'instaurer un monde de justice bâti autour de l'irréductibilité de la dignité humaine. Ce modèle exige : que nous respections les droits de l'homme ; que nous accordions une grande importance à la culture comme vecteur du développement humain ; que nous établissions un équilibre entre la prospérité économique, la justice sociale et la protection de l'environnement ; que nous favorisions le multilatéralisme.

La question fondamentale est celle de savoir si les réformes structurelles – du type de celles

qu'a évoquées Angel Gurría – sont compatibles avec ce modèle. Je crois qu'elles sont généralement conformes aux valeurs et au modèle européens, et qu'elles peuvent en plus tout à fait les conforter, pour deux raisons. Premièrement, nous pourrions plus facilement concrétiser les valeurs qui sont les nôtres dans un environnement de croissance économique. Angel [Gurría] a expliqué très clairement comment les réformes structurelles peuvent aider l'Europe à être compétitive sur les marchés mondiaux et à s'assurer une forte croissance. Deuxièmement, les réformes structurelles peuvent contribuer à créer de nouvelles possibilités pour les citoyens européens, ce qui vient appuyer cette fois encore les valeurs européennes. Nos populations, et plus particulièrement nos jeunes, ne veulent pas seulement être protégées contre l'échec ; elles veulent aussi avoir la possibilité de réussir. [...]

Nous voyons clairement les effets positifs de ces réformes. Mais nous devons également reconnaître les réticences que la réforme structurelle suscite dans le public. On ne peut pas imposer dans ce domaine ; il faut persuader. [...]

En définitive, au fur et à mesure que nous avançons, ne perdons pas de vue l'ultime enjeu. Le modèle européen est le produit de nombreuses années d'efforts passionnés des citoyens d'Europe. Il mérite tout autant de passions et d'efforts pour le préserver. Ce n'est pas un modèle statique : en Europe, les gouvernements et les institutions doivent apprendre du reste du monde et s'adapter à ses évolutions, comme le font déjà les citoyens européens. Mais l'Europe peut aussi beaucoup donner au reste du monde si nous restons attachés aux principes de justice et de dignité humaine et si, pour les réformes, nous gardons toujours à l'esprit ces valeurs. »

Le discours complet de M. Strauss-Kahn est disponible (en anglais uniquement) sur www.oecd.org/discours. Pour plus d'informations, contactez le Département des Affaires économiques de l'OCDE à reformineurope@oecd.org. Voir aussi pages 23 à 25.

Discours récents d'Angel Gurría

Pour une liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours.

- International Investment
27 mars 2008
Remarques introductives au Forum mondial de l'investissement international (FMII).
Paris, France.
- Working in Partnership for a Harmonious Globalisation
24 mars 2008
Discours prononcé au China Development Forum.
Pékin, Chine.
- Developing a Health Care System Benefiting All
23 mars 2008
Discours prononcé au China Development Forum.
Pékin, Chine.
- Structural Reform in Europe
17 mars 2008
Discours prononcé lors de la conférence OCDE-FMI sur les réformes structurelles en Europe.
Paris, France.
- A new OECD for new global challenges
6 mars 2008
Discours prononcé devant le parlement norvégien.
Oslo, Norvège.
- Perspectives de l'environnement
5 mars 2008
Discours prononcé lors de la cérémonie de lancement des Perspectives de l'environnement de l'OCDE, à l'initiative du Premier ministre de Norvège, Jens Stoltenberg.
Oslo, Norvège.
- Going for Growth
4 mars 2008
Remarques prononcées lors de la conférence de presse présentant la 4^{ème} édition d'Objectif croissance.
Paris, France.
- The Magic Power of Competition
21 février 2008
Remarques introductives à la 7^{ème} réunion du Forum mondial sur la concurrence.
Paris, France.
- Immigrant populations in the 21st century
20 février 2008
Discours prononcé à l'occasion du lancement de «A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century».
Paris, France.
- Competition brings prosperity
20 février 2008
Discours prononcé à l'occasion de la 100^{ème} réunion du Comité de la concurrence.
Paris, France.
- Globalisation and innovation
11 février 2008
Conférence sur l'OCDE, la mondialisation et l'innovation à l'Université de Technologie de Tallinn.
Tallinn, Estonie.
- Netherlands outlook
31 janvier 2008
Remarques prononcées lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre des Affaires économiques des Pays-Bas pour le lancement de l'OCDE Economic Survey of the Netherlands.
La Haye, Pays-Bas.

Nouveautés en ligne



David Rooney

Wikigender.org : Saviez-vous que plus de 40 % des filles au Bangladesh se marient avant l'âge de 14 ans ? Ou que 95 % des femmes égyptiennes ont subi une mutilation génitale ?

Dans trop de pays, les femmes continuent de subir de graves discriminations sociales et économiques, quand elles ne sont pas réprimées. Éradiquer ces discriminations est essentiel pour aller de l'avant, mais bien des efforts restent à faire pour imposer de véritables droits, à tous les niveaux et dans tous les pays. Dans les pays développés, il existe une discrimination envers les femmes, en matière éducative et professionnelle. En effet, le salaire médian masculin reste de 15 % supérieur au salaire médian féminin

dans la zone OCDE. Et aujourd'hui, près d'un siècle après la première journée internationale de la Femme en 1911, seuls 23 chefs d'État sur 193 sont des femmes.

Mais même là où des réformes sont réalisées, comment connaître les avancées effectives ? Comment évaluer les progrès et les reculs en matière d'égalité des sexes en politique, dans l'entreprise et dans la vie quotidienne ? On peut le faire en développant l'échange d'expériences, en exposant les tendances, en partageant les analyses et en créant une dynamique de changement. C'est l'objectif de Wikigender (www.wikigender.org), un nouveau site du Centre de développement de l'OCDE. Lancé le 7 mars, un jour avant la journée internationale de la Femme, Wikigender permet à tous les internautes d'obtenir, d'ajouter et de modifier des informations sur l'égalité des sexes. Une fois inscrits, les utilisateurs ont accès à des articles en utilisant le moteur de recherche ou en faisant une recherche par catégorie d'intérêt. Les utilisateurs pourront aussi discuter et échanger leurs points de vue sur les informations publiées sur le site. Celui-ci publie en outre un article par semaine, un index et de nombreux liens sur l'égalité des sexes.

Le site a déjà rassemblé de nombreuses informations sur les femmes, en fonction de leur religion, leur pays d'origine, et leur

situation sociale et économique. Il a suscité l'intérêt des médias partout dans le monde, avec plus de 100 000 pages cliquées lors de ses deux premières semaines de lancement, et plus de 120 utilisateurs inscrits pour intervenir sur le contenu. Pour plus de détails, contactez Denis.Dreschler@ocde.org.

Questionnez les économistes :

« Environnement - quel prix pour une planète propre ? » (mars 2008) et « Internet et développement - vers un réseau des réseaux vraiment mondial ? » (février 2008) sont les derniers thèmes abordés par cette série de débats en ligne ouverte à tous. Voir www.oecd.org/questionnezleseconomistes.

Le moteur de recherche **OCDE.Stat**, qui offre un accès direct aux bases de données de l'OCDE, a été grandement amélioré. Toujours en version test, sa navigation sera plus facile, ses visuels plus parlants, et son fonctionnement plus efficace. Voir www.sourceoecd.org/database/oecdstat.

Le nouveau **portail sur le haut débit** offre un éventail de statistiques établies par l'OCDE sur ce sujet. Voir www.oecd.org/sti/ict/broadband.

Pays candidat à l'adhésion à l'OCDE, **Israël** a créé un nouveau site sur sa candidature. Voir www.oecd.gov.il.

Conforter la concurrence

C'est sans doute désormais un truisme pour les économistes d'affirmer que davantage de concurrence peut améliorer les performances économiques d'un pays en créant des opportunités pour les affaires, en réduisant le prix des biens et services et en offrant plus de choix. Mais de nombreuses lois et règles limitent toujours la concurrence sur les marchés. Avec son Manuel pour l'évaluation de la concurrence, l'OCDE a mis en place une nouvelle méthodologie pour identifier les restrictions non nécessaires et développer des politiques moins restrictives mais conformes aux objectifs des gouvernements. Le manuel

comprend ainsi une liste de questions simples concernant les lois et réglementations. Par exemple, les projets donnant des droits exclusifs aux fournisseurs de biens et services, limitant les droits de publicité et de promotion des fournisseurs, ou mettant en place des systèmes d'auto-régulation ou de co-régulation peuvent entraver la concurrence.

Le manuel est destiné aux parties prenantes non spécialistes en économie ou dans le domaine de la concurrence. Il est disponible en plusieurs langues. Les commentaires sont bienvenus pour améliorer les versions à venir.

Contactez Sean.Ennis@ocde.org. OCDE (2007), Manuel pour l'évaluation de la concurrence, Paris. Voir www.oecd.org/daf/competition.

Nouveaux ambassadeurs

4 mars - Norio Hattori est le nouvel ambassadeur du Japon auprès de l'OCDE.

4 mars - Wolfgang Petritsch prend ses fonctions d'ambassadeur d'Autriche. Il succède à Ulrich Stacher.

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour chaque semaine sur le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/media/enbref.

MARS – Temps forts

- 17 **Les réformes structurelles en Europe**, conférence organisée par le Département des Affaires économiques et le FMI.
- 27-28 **Best Practices in Promoting Investment for Development**, forum sur l'investissement international organisé par la Direction des Affaires financières et des Entreprises.
- 31 **Sovereign Wealth Funds in the Global Investment Landscape: Building Trust**, conférence organisée par la Direction des Affaires financières et des entreprises, et le FMI. Londres, Royaume-Uni.
- 28-29 **Réunion du Comité des politiques d'environnement au niveau ministériel**, organisée par la Direction de l'Environnement et le PNUE.

MAI

- 7-8 **Éducation financière**, conférence organisée par la Direction des Affaires financières et des entreprises, et le gouvernement des États-Unis. Washington, D.C., États-Unis.
- 8 **Les PME à forte croissance et l'innovation**, atelier organisé par le Centre pour l'Entrepreneuriat, les PME et le développement local. Kansas City, Missouri, États-Unis.
- 11-15 **Perspectives économiques en Afrique 2008**, publication du Centre de développement de l'OCDE présentée dans le cadre de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement. Maputo, Mozambique.
- 15-16 **Apprendre au XXI^{ème} siècle : recherche, innovation et politiques**, conférence organisée par la Direction de l'Éducation.
- 20-21 **Forum mondial sur le développement**, organisée par le Comité d'aide au développement (CAD), suivie de la réunion à haut niveau du CAD.
- 8 Publication du **Panorama des statistiques de l'OCDE 2008**.
- 12-13 **Réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI**. Washington, D.C., États-Unis.
- 16-17 **Education, Decision-Making and Indicators**, séminaire organisé par la Direction de l'Éducation et le gouvernement chinois. Beijing, Chine.
- 23 **Risk Assessment of Manufactured Nanomaterials**, symposium organisé par l'OCDE et le gouvernement japonais. Tokyo, Japon.
- 23-25 **Resource Efficiency**, conférence

AVRIL

28-30 **Forum 2008 - Transport et énergie : le défi du changement climatique**, organisé par le Forum international des transports. Leipzig, Allemagne.

JUIN

- 3-4 **Forum de l'OCDE 2008 : Changement climatique, prospérité, stabilité.**
- 4 Publication des **Perspectives économiques de l'OCDE n° 83**.
- 4-5 **Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel** : Ouverture, réformes et économie du changement climatique, présidée par la France.
- 5-6 **"The Emerging Global University Market"**, le marché émergent de l'université mondiale, conférence organisée par la Direction de l'Éducation. Reykjavik, Islande.
- 17-18 **Le futur de l'économie Internet, réunion au niveau ministériel**. Séoul, Corée.

JUILLET

7-9 **Sommet du G8**. Hokkaido, Japon.

AOÛT

17-23 **World Water Week**. Stockholm, Suède.

Frankie.org par stik





Pêcher par excès

Globalisation and Fisheries

La pêche a beau être une activité économique ancienne, elle n'en est pas moins au premier plan de la mondialisation. Il y a d'abord l'aspect commercial : un merlu attrapé sur les côtes néo-zélandaises par un bateau japonais peut être transformé en Chine avant d'être transporté sur un marché à Londres ou Paris.

La pêche est également un secteur très sensible, les stocks halieutiques connaissant des pressions renforcées par le fait que plus de personnes à travers le monde veulent manger du poisson, souvent même à un prix élevé. La distribution des bénéfices le long de la chaîne de valeur prête aussi à discussion. Pour des poissons comme le thon ou le Saint-Pierre, il y a au moins 10 dollars de différence entre le prix payé par le consommateur dans un pays développé et celui reçu par l'exportateur dans un pays en développement. Le prix à la consommation du filet est environ 250 % plus élevé que le prix à l'exportation. Pourtant, la valeur ajoutée après l'exportation est minimale.

Tout au long de la chaîne logistique mondiale, des pêcheurs aux détaillants, il existe des pressions concurrentielles. Prenons les restaurants Darden aux États-Unis, qui se fournissent dans plus de 30 pays. Dans *Globalisation and*



Fisheries, Darden souligne que pour maintenir une consommation par tête de 7,35 kg par an aux États-Unis, il faudra environ 400 000 tonnes supplémentaires de produits de la mer. Il s'agit d'une augmentation de 15-20 %.

Les pêcheurs travaillent dur pour répondre à ces demandes, mais l'inconvénient est que cette concurrence mène à des situations de surpêche, qui affectent l'équilibre des écosystèmes et la vie aquatique, et menacent la biodiversité. Par exemple, les infestations de méduses sur les plages méditerranéennes sont dues à un déclin du stock de thon. Ces modifications influencent aussi le changement climatique, à travers la réduction de la capacité des océans à absorber le carbone et le transport des poissons sur des marchés lointains.

Ce livre rend compte de différentes expériences et points de vues, et chacun admet la nécessité d'une gestion durable et responsable des pêcheries. Mais cela sera-t-il suffisant pour que les décideurs arrivent à des résultats, que ce soit sur les investissements, les réformes du marché ou la réglementation ? Les consommateurs n'attendent pas : Tesco, le plus gros détaillant britannique, a récemment déclaré que les 70 000 produits vendus dans ses enseignes seront étiquetés afin que les consommateurs puissent comparer les coûts en carbone de la même manière qu'il le font pour le nombre de calories. Il faudra voir si ce genre d'initiatives, qui bénéficiera sûrement au merlu local, peut assainir le marché mondial de la pêche. ■

ISBN 9789264037762

Sucrer les subventions ?

Réforme des politiques sucrières dans l'Union européenne et sur les marchés mondiaux

La réduction des subventions pour le sucre peut-elle assainir la concurrence et réduire les prix ? La réforme du marché du sucre de 2005 de l'Union européenne vise à réduire les subventions de l'UE et à supprimer les usines de sucre obsolètes. Réforme des politiques sucrières dans l'Union européenne et sur les marchés mondiaux en explique le fonctionnement.



M. Bury/CEDUS

L'instabilité historique des prix du sucre correspond bien à l'histoire mouvementée du produit. Jadis réservé aux riches, et aussi précieux que le musc, les perles ou les épices, ce produit de base peut aujourd'hui autant être décrié par les tenants d'une alimentation saine qu'il est célébré par les plus grands chefs. Et il a trouvé de nouveaux partisans depuis qu'il est utilisé dans la fabrication des biocarburants.

Le sucre est certainement l'un des produits agricoles dont le marché est le plus faussé, avec de hauts niveaux de protection des industries nationales de l'OCDE depuis les années 50. En 2005, lorsque les ministres de l'UE ont convenu de réformer radicalement l'organisation commune du marché du sucre, l'industrie a réagi de manière contrastée, notamment en Europe. L'UE est actuellement le troisième producteur mondial de sucre, après le Brésil et l'Inde, et le deuxième consommateur, juste après l'Inde. Trois producteurs principaux – la France, l'Allemagne et la Pologne – produisent ensemble plus de la moitié du sucre européen.

Le sucre n'est pas le produit le plus cher dans le panier de la ménagère, mais en conservant des tarifs élevés sur les importations, les subventions pour le sucre ont jusqu'à triplé les prix du marché international dans ces pays, et donc également fait grimper le prix d'autres produits alimentaires. La réforme européenne réduira les prix de soutien intérieurs de 36 %, de 631,9 euros par tonne actuellement à 404,4 euros en 2010. Elle vise également à abaisser les quotas et à mettre en place un projet de restructuration volontaire qui a déjà abouti à la fusion ou à la fermeture de certains producteurs de sucre ou éleveurs de betterave surnuméraires dans l'UE. ■

ISBN 9789264040229

À paraître : OCDE (2008), Soutien à l'agriculture, valeur des actifs fonciers et ajustement sectoriel : Conséquences pour la réforme.

Nouvelles publications de l'OCDE

Maintenant disponibles via www.SourceOCDE.org



Deux fois par an, les Perspectives économiques de l'OCDE analysent les grandes tendances et examinent les politiques économiques requises pour favoriser une croissance forte et durable dans les pays membres.

Cette édition couvre les perspectives jusqu'à fin 2009. En plus des thèmes habituels, un chapitre spécial porte sur « Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives ». Chaque version de ces Perspectives offre un outil unique pour suivre les évolutions économiques mondiales.



Les Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008 est un ouvrage de référence sur les tendances, défis et opportunités de l'Amérique latine. Quatre thèmes sont

abordés : 1) la cohérence des politiques dont l'amélioration de la politique budgétaire, 2) la pertinence de la réforme et de la gouvernance des fonds de pension pour le développement des marchés financiers, 3) l'investissement et les télécommunications dans le secteur privé et 4) la multiplication des échanges avec la Chine et l'Inde.



PISA 2006 : Les compétences scientifiques : un atout pour l'avenir présente les résultats du dernier cycle d'enquête PISA sur la culture scientifique, la culture mathématique et la

compréhension de l'écrit. Volume I : Analyse des résultats fournit la vue d'ensemble sur l'apprentissage des sciences à l'heure actuelle, explorant les performances des élèves, leur intérêt pour les sciences et leur conscience des débouchés dans ce domaine. Volume II : Données présente les données complètes sur lesquelles s'appuie le Volume I.

Ces publications sont disponibles par l'intermédiaire des établissements qui ont souscrit à notre service en ligne, SourceOCDE, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de souscrire dès aujourd'hui ! Ces publications sont également disponibles, par l'intermédiaire de notre nouvelle librairie en ligne de l'OCDE via www.oecd.org/nbraine.

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Perspectives économiques de l'OCDE n° 82, décembre 2007

21-jan-2008, 304 pages, €85 \$119 £6 ¥11 800
www.sourceOCDE.org/periodique/03043274/perspectiveseconocde
www.oecd.org/bookshop?03043274

Études économiques de l'OCDE : Chili 2007

À paraître, 210 pages, €49 \$66 £35 ¥6 800
www.SourceOCDE.org/9789264040076
www.oecd.org/bookshop?9789264040076

Études économiques de l'OCDE : Pays-Bas 2008

À paraître, 210 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264041103
www.oecd.org/bookshop?9789264041103

AGRICULTURE

Les politiques agricoles des pays de l'OCDE

31-oct-2007, 314 pages, €65 \$84 £46 ¥9 000
www.SourceOCDE.org/9789264027480
www.oecd.org/bookshop?9789264027480

DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008

28-nov-2007, 203 pages, €50 \$65 £36 ¥6 900
www.SourceOCDE.org/9789264030374
www.oecd.org/bookshop?9789264030374

La cohérence des politiques au service du développement 2007 : Migrations et pays en développement

16-jan-2008, 167 pages, €40 \$52 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264026520
www.oecd.org/bookshop?9789264026520

Panorama de l'aide au développement 2007

17-mar-2008, 176 pages, €24 \$31 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264034112
www.oecd.org/bookshop?9789264034112

Économie chinoise : Une perspective historique, deuxième édition

de Angus Maddison
 7-déc-2007, 210 pages, €39 \$50 £28 ¥5 400
www.SourceOCDE.org/9789264037649
www.oecd.org/bookshop?9789264037649

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

Disponibles en anglais uniquement :

Investment Strategies and Financial Tools for Local Development

23-nov-2007, 236 pages, €35 \$45 £25 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264039858
www.oecd.org/bookshop?9789264039858

The Social Economy: Building Inclusive Economies

23-nov-2007, 253 pages, €40 \$52 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264039872
www.oecd.org/bookshop?9789264039872

ÉDUCATION

PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir

Volume 1 : Analyse des résultats
 16-jan-2008, 422 pages, €40 \$52 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264039834
www.oecd.org/bookshop?9789264039834

En finir avec l'échec scolaire : Dix mesures pour une éducation équitable

14-jan-2008, 170 pages, €24 \$29 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264032613
www.oecd.org/bookshop?9789264032613

Politiques et gestion de l'enseignement supérieur : Vol. 19, n° 3

Ce numéro contient des articles de fond sur le capital universitaire, les valeurs et l'autonomie ; la responsabilité des chercheurs en cas de fraude scientifique ; les normes universitaires et professionnelles au Royaume-Uni ; la discrimination positive dans une université brésilienne ; la gouvernance universitaire en Suède et enfin les valeurs, l'éthique et la formation des maîtres.

7-déc-2007, 146 pages, Abonnement 2008 : €120 \$154 £82 ¥16 800
www.SourceOCDE.org/1682346X
www.oecd.org/bookshop?1682346X

L'éducation de base en Turquie

À paraître, 182 pages, €30 \$40 £21 ¥4 100
www.SourceOCDE.org/9789264030213
www.oecd.org/bookshop?9789264030213

Qualité et équité de l'enseignement scolaire en Écosse

10-avr-2008, 180 pages, €30 \$39 £21 ¥4 100
www.SourceOCDE.org/9789264041011
www.oecd.org/bookshop?9789264041011

EMPLOI

Bébés et employeurs : Comment réconcilier travail et vie de famille : Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE

22-fév-2008, 240 pages, €29 \$37 £20 ¥4 000
www.SourceOCDE.org/9789264032453
www.oecd.org/bookshop?9789264032453

ÉNERGIE

Disponibles en anglais uniquement :

Oil Supply Security: Emergency Response of IEA Countries 2007

7-déc-2007, 386 pages, €100 \$140 £72 ¥13 900
www.SourceOCDE.org/9789264040038
www.oecd.org/bookshop?9789264040038

Energy Policies of IEA Countries: Switzerland 2007

7-déc-2007, 128 pages, €75 \$105 £54 ¥10 400
www.SourceOCDE.org/9789264030695
www.oecd.org/bookshop?9789264030695

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Disponibles en anglais uniquement :

Radioactive Waste Management in Spain

23-nov-2007, 145 pages, €40 \$52 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264039414
www.oecd.org/bookshop?9789264039414

Transparency of Nuclear Regulatory Activities Workshop proceedings

29-nov-2007, 318 pages, €60 \$84 £43 ¥8 300
www.SourceOCDE.org/9789264040953
www.oecd.org/bookshop?9789264040953

FINANCE ET INVESTISSEMENT / ASSURANCE ET PENSIONS

Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Égypte

À paraître, 90 pages, €30 \$39 £21 ¥4 100
www.SourceOCDE.org/9789264034631
www.oecd.org/bookshop?9789264034631

Disponibles en anglais uniquement :

Financial Market Trends: Vol. 2007, n° 2

Ce numéro contient des articles sur les financements structurés, les fonds spéculatifs, les investisseurs institutionnels en Amérique latine, les fonds de pension collectifs, le système financier indien et les emprunts d'État à très long terme. À partir de 2008, ce périodique sera inclus dans le OECD Journal, disponible sur abonnement seulement sur la librairie en ligne.

11-déc-2007, 246 pages
www.SourceOCDE.org/0378651X
www.OECD.org/bookshop?0378651X

Asian Insolvency Systems

7-déc-2007, 284 pages, €60 \$78 £43 ¥8 300
www.SourceOCDE.org/9789264038325
www.oecd.org/bookshop?9789264038325

Enforcement of Corporate Governance in Asia

14-déc-2007, 121 pages, €30 \$39 £21 ¥4100
www.SourceOCDE.org/9789264035508
www.oecd.org/bookshop?9789264035508

Protecting Pensions: Policy Analysis and Examples from OECD Countries

7-nov-2007, 319 pages, €50 \$67 £36 ¥6 900
www.SourceOCDE.org/9789264028104
www.oecd.org/bookshop?9789264028104

FISCALITÉ

Coopération fiscale 2007 :

Vers l'établissement de règles du jeu équitables

En 2006, le Forum mondial sur la fiscalité, qui réunit des pays membres de l'OCDE et des économies non membres, a instauré une évaluation annuelle des politiques de transparence et d'échange de renseignements fiscaux portant sur 82 économies. Ce nouveau rapport annuel fait apparaître les modifications intervenues par rapport à l'année précédente dans les législations et réglementations nationales.

3-avr-2008, 240 pages, €60 \$78 £43 ¥8 300
www.SourceOCDE.org/9789264039049
www.oecd.org/bookshop?9789264039049

GOVERNANCE

Disponibles en anglais uniquement :

OECD Journal on Budgeting, Vol. 7, no. 2

16-nov-2007, 182 pages
www.SourceOCDE.org/16087143
www.oecd.org/bookshop?16087143

Cutting Red Tape: Comparing Administrative Burdens across Countries

23-oct-2007, 180 pages, €50 \$65 £36 ¥6 900
www.SourceOCDE.org/9789264008212
www.oecd.org/bookshop?9789264008212

OECD Territorial Reviews: Yucatán, Mexico

28-nov-2007, 226 pages, €40 \$56 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264037021
www.oecd.org/bookshop?9789264037021

INDUSTRIE ET SERVICES

Globalisation and Regional Economies

31-oct-2007, 246 pages, €70 \$91 £50 ¥9 700
www.SourceOCDE.org/9789264037793
www.oecd.org/bookshop?9789264037793

Disponible en anglais uniquement

La réalisation d'un bon équilibre entre vie familiale et vie professionnelle est un moyen de lutter contre la pauvreté, de promouvoir l'épanouissement des enfants, de renforcer l'égalité entre hommes et femmes et d'endiguer la chute des taux de natalité, selon le rapport de l'OCDE Bébés et employeurs. Cette publication compare les différentes démarches adoptées par les 30 pays de l'OCDE pour aider les parents à équilibrer leurs responsabilités professionnelles et familiales.



Financial Market Trends fournit une mise à jour semestrielle des tendances et perspectives des marchés financiers internationaux et des plus grandes économies de la zone OCDE et au-delà. Ce numéro contient des articles de fond sur les points forts des marchés financiers actuels, les financements structurés, les fonds spéculatifs, la gouvernance d'entreprise en Amérique latine, les fonds de pension collectifs en Chine, la réforme du système financier indien et la gestion de la dette publique et l'évolution du marché des emprunts d'État à (très) long terme.



Disponible en anglais uniquement

Réduire la paperasserie pour améliorer les conditions des entreprises est devenu une priorité dans les pays de l'OCDE. Cette



étude pilote étudie, mesure et compare les charges administratives dans le secteur des transports dans onze pays membres de l'OCDE : Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède et Turquie. Le but de cet exercice est double : identifier les bonnes pratiques ; développer et tester une méthode pour des comparaisons entre pays.

Enregistrez-vous sur notre service d'alerte gratuit pour obtenir nos divers bulletins dont « À la une de l'OCDE » à l'adresse www.oecd.org/OECDdirect



Savez-vous que les pays de l'OCDE ont un budget de santé représentant entre 6 et 15 % du PIB, mais que ces dépenses ne garantissent pas pour autant une meilleure santé des

populations ? Panorama de la santé présente les dernières données et tendances sur différents aspects des résultats des systèmes de santé dans l'OCDE. Elle montre les fortes variations nationales des indicateurs de l'état et des risques de santé, ainsi que des dépenses et des performances dans ce domaine.



Les prévisions météorologiques, la gestion de la circulation aérienne, les communications et la radiodiffusion à l'échelle mondiale ou la

gestion des catastrophes naturelles sont autant d'activités clés qui seraient inimaginables aujourd'hui sans les satellites. L'industrie spatiale elle-même est un secteur relativement réduit mais son dynamisme technologique et son importance stratégique font qu'elle joue un rôle de plus en plus crucial dans la société moderne. Paradoxalement, c'est aussi l'un des secteurs pour lequel on manque de données internationales fiables et comparables.

Version française à paraître



Internet fait de plus en plus partie de notre vie quotidienne. Grâce à un éventail d'applications et de services en ligne intelligents, un nombre croissant d'internautes créent,

distribuent ou exploitent leur propre contenu et s'intègrent au web participatif. Participative Web and User-Created Content: Web 2.0, Wikis and Social Networking décrit la croissance rapide du contenu généré par les usagers, son rôle croissant dans les communications mondiales, et les implications politiques de ce phénomène.

Disponible en anglais uniquement

SCIENCE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Panorama économique du secteur spatial
120 pages, €24 \$29 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9782759800469
www.oecd.org/bookshop?9782759800469

Participative Web and User-Created Content
23-oct-2007, 128 pages, €24 \$29 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264037465
www.oecd.org/bookshop?9789264037465
Disponible en anglais uniquement

Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007
20-fév-2008, 250 pages, €60 \$78 £43 ¥8 300
www.SourceOCDE.org/9789264037908
www.oecd.org/bookshop?9789264037908

SOCIÉTÉ / MIGRATION / SANTÉ

Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE
23-nov-2007, 200 pages, €25 \$35 £18 ¥3 400
www.SourceOCDE.org/9789264027336
www.oecd.org/bookshop?9789264027336

Maladie, invalidité et travail, Vol. 2 : Australie, Espagne, Luxembourg et Royaume-Uni
22-jan-2008, 200 pages, €35 \$49 £25 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264038172
www.oecd.org/bookshop?9789264038172

Modernising Social Policy for the New Life Course
17-déc-2007, 226 pages, €45 \$63 £32 ¥6 200
www.SourceOCDE.org/9789264041264
www.oecd.org/bookshop?9789264041264
Disponible en anglais uniquement

BASES DE DONNÉES MISES À JOUR RÉCEMMENT

Principaux indicateurs économiques
www.SourceOCDE.org/16081234

Statistiques mensuelles du commerce extérieur
www.SourceOCDE.org/16081226

Comptes nationaux
www.SourceOCDE.org/16081188

Statistiques du commerce international par produit
www.SourceOCDE.org/16081218

À PARAÎTRE

Études économiques : Australie, Danemark, Pays-Bas

Réformes économiques : Objectif croissance 2008

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030

Revue de l'OCDE sur le développement : Coopération pour le développement 2007

Statistiques de la population active 1986-2006 : Édition 2007

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Vol. 4 : Comptes des administrations publiques, 1995-2006

Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux : Politiques, statistiques et indicateurs 2007

Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008

Disponibles en anglais uniquement :
OECD Review of Agricultural Policies: Chile

A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries

DERNIÈRES SYNTHÈSES

Publications gratuites en ligne sur
www.oecd.org/publications/syntheses

Études économiques : Chili, Inde, Mexique, Royaume-Uni

Examens territoriaux de l'OCDE : Madrid, Espagne

Financer le développement local

Biocarburants pour les transports : politiques et possibilités

Innovation et croissance

Impôts sur la consommation : une solution d'avenir ?

Disponible uniquement en anglais :
Climate Change: Meeting the challenge for 2050

Sélection sur l'environnement

ANALYSES

Entreprises et environnement : Incitations publiques et réponses des entreprises
29-nov-2007, 132 pages, €24 \$30 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264026285
www.oecd.org/bookshop/9789264026285

Politiques de l'environnement : Quelles combinaisons d'instruments ?
29-fév-2008, 261 pages, €50 \$67 £36 ¥6 900
www.SourceOCDE.org/9789264018426
www.oecd.org/bookshop/9789264018426

L'environnement et les accords commerciaux régionaux
12-juil-2007, 259 pages, €40 \$54 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264020153
www.oecd.org/bookshop/9789264020153



Transports et émissions de CO₂ : Quels progrès ?
24-jan-2007, 298 pages,
€70 \$94 £50 ¥9 700
www.SourceOCDE.org/9789282123799
www.oecd.org/bookshop/9789282123799

Improving Recycling Markets
6-déc-2006, 190 pages, €35 \$47 £25 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264029576
www.oecd.org/bookshop/9789264029576
Disponible en anglais uniquement

L'impact environnemental des transports : Comment le découpler de la croissance économique
25-jan-2007, 131 pages, €35 \$47 £25 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264027145
www.oecd.org/bookshop/9789264027145

EXAMENS RÉCENTS PAR PAYS

Examens environnementaux de l'OCDE : Australie
17-mar-2008, 240 pages, €45 \$63 £32 ¥6 200
www.SourceOCDE.org/9789264039629
www.oecd.org/bookshop/9789264039629

Examens environnementaux de l'OCDE : Chine
23-juil-2007, 375 pages, €45 \$60 £32 ¥6 200
www.SourceOCDE.org/9789264031173
www.oecd.org/bookshop/9789264031173

Examens environnementaux de l'OCDE : Danemark
25-jan-2008, 200 pages, €45 \$63 £32 ¥6 200

www.SourceOCDE.org/9789264039599
www.oecd.org/bookshop/9789264039599

STATISTIQUES

Performance de l'agriculture de l'OCDE en matière d'environnement depuis 1990
À paraître, 520 pages, €90 \$126 £64 ¥12 500
www.SourceOCDE.org/9789264040939
www.oecd.org/bookshop/9789264040939



Environment at a Glance: OECD Environmental Indicators
21-avr-2006, 159 pages,
€35 \$44 £24 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264012189
www.oecd.org/bookshop/9789264012189

Disponible en anglais uniquement



Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie, édition 2007
22-nov-2007, 578 pages, €150
\$195 £108 ¥20 800
www.SourceOCDE.org/9789264027718
www.oecd.org/bookshop/9789264027718

SYNTHÈSES

Changement climatique : relever le défi à l'horizon 2050

Biocarburants pour les transports : politiques et possibilités

Dépenser mieux pour l'environnement

Politiques en matière de changement climatique

L'économie politique des taxes liées à l'environnement

Améliorer les marchés du recyclage

La dimension sociale des politiques environnementales

Inscrire l'adaptation au changement climatique au sein du développement

Maintenir la salubrité de l'eau

Des stratégies de financement réalistes pour les systèmes de distribution d'eau et d'assainissement

Promouvoir le développement durable

À la une

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030
Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 présentent des analyses des tendances économiques et environnementales jusqu'en 2030, ainsi que des simulations de politiques visant à faire face aux principaux problèmes. Sans nouvelles politiques, nous risquons de causer des dommages irréversibles à l'environnement et aux ressources naturelles nécessaires pour soutenir la croissance économique et le bien-être de tous. Les Perspectives montrent qu'une action est possible et abordable. Elles soulignent un ensemble de politiques pour répondre de manière réaliste aux problèmes environnementaux.
24-avr-2008, 500 pages, €90 \$117 £64 ¥12 500
www.SourceOCDE.org/9789264040502
www.oecd.org/bookshop/9789264040502



Changements climatiques dans les Alpes européennes
Première analyse comparative systématique au niveau international de la fiabilité de l'enneigement dans les régions alpines de ski, dans le contexte du changement climatique, couvrant cinq pays de la région : Allemagne, Autriche, France, Italie, Suisse.
7-mar-2007, 136 pages, €24 \$32 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264031708
www.oecd.org/bookshop/9789264031708



Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children
3-fév-2006, 314 pages,
€57 \$71 £39 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264013971
www.oecd.org/bookshop/9789264013971
Disponible en anglais uniquement



Contre vents et marées : Les politiques de développement face au changement climatique
24-Nov-2005, 174 pages,
€26 \$33 £18 ¥3500
www.SourceOCDE.org/9789264013780
www.oecd.org/bookshop/9789264013780



Comportements et capacités

Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux : Politiques, statistiques et indicateurs

« Les comportements sont les réels handicaps », selon Henry Holden, un comédien défendant la cause des handicapés. L'éducation est fondamentale à cet égard, mais paradoxalement, les écoles ont beaucoup à faire dans leur manière de traiter les élèves présentant des déficiences. Pour des adolescents cloués sur une chaise roulante ou atteints d'épilepsie, de dyslexie ou de dépression, il peut être très difficile de suivre un enseignement.



REUTERS/Ognen Todorovski

Ces dernières décennies, les écoles ont de plus en plus pris leurs responsabilités pour enseigner aux élèves présentant des difficultés et les intégrer dans des classes traditionnelles. Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux, quatrième rapport d'une série de l'OCDE, s'intéresse aux chiffres, en mesurant

comment un échantillon de 17 pays répondent aux besoins spéciaux de certains élèves.

Tous les pays étudiés ont, ou sont en train de préparer, des lois assurant un accès complet à l'enseignement pour tous les élèves, bien qu'à des degrés différents. De nombreuses écoles ont mis en place des services tels que cours de rattrapage, classes spéciales ou thérapeutes sur place, mais il reste des lacunes. Pour certains pays, les besoins spéciaux concernent uniquement les élèves présentant des problèmes médicaux tels que la cécité ou l'autisme, mais pas ceux atteints de troubles émotionnels ou d'apprentissage, ou encore les élèves particulièrement doués. Ce rapport du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) recense le nombre d'écoles ou de classes spéciales et celui des élèves disposant d'aménagements spéciaux par classe, de la maternelle à la fin du secondaire. Il identifie les cadres légaux et financiers encourageant l'intégration et l'équité, se pose la question de savoir pourquoi plus d'élèves masculins ont accès à des aménagements, et étudie la participation des élèves présentant des déficiences au PISA, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves.

En comparant différentes approches d'une manière objective, cette étude aide les décideurs et les académies scolaires à apprendre à modifier leurs comportements et à améliorer les vies des personnes présentant des difficultés. ■

ISBN 9789264027633

BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à **L'Observateur de l'OCDE** Tarif spécial pour deux ans disponible sur www.observateurocde.org/abonnement.html

Oui, je désire m'abonner à *L'Observateur* pour 6 exemplaires avec le supplément *L'OCDE en chiffres* d'une valeur de € 15.

- € 64
 US\$82
 £43
 ¥8 900

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise ISSN 0029-7054
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne: www.ocdelibrairie.org, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Où effectuer la livraison ?

Nom
 Organisation Profession
 Adresse
 Code postal Ville

Pays
 Téléphone
 Fax
 E-mail

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/MasterCard/American Express
 TOTAL À PAYER:
 N° de carte Date d'expiration:

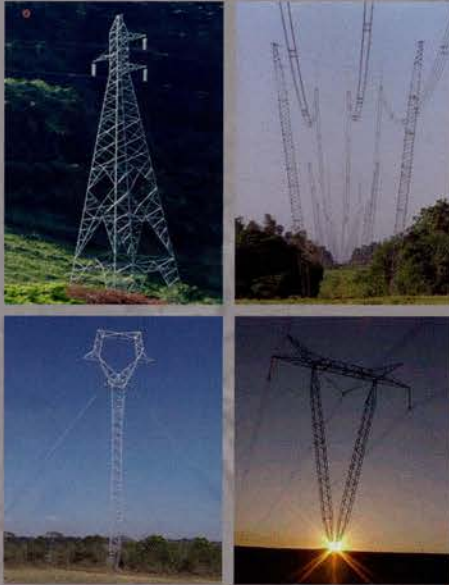
Signature
 Date

Où envoyer votre commande



Pour les États-Unis
 Turpin Distribution
 The Bleachery
 143 West Street, New Milford
 Connecticut 06776 USA
 Tel: (1) 800 456 6323
 Fax: (1) 860 530 0039
 Email:
ocedna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde
 Turpin Distribution Services Ltd.
 Stratton Business Park
 Pegasus Drive, Biggleswade
 Bedfordshire SG18 8QB; UK
 Tel: (44) 1767 604 960
 Fax: (44) 1767 604 640
 E-mail:
ocedrow@extenza-turpin.com



DAMP ELECRIE est une firme technique et industrielle innovatrice, particulièrement spécialisée dans les domaines de la recherche, de la conception, du développement, de l'expérimentation, de la fabrication et de l'approvisionnement de MATERIAUX POUR LES LIGNES DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE. Récemment, l'entreprise a fait une incursion dans le domaine de la GENERATION D'ELECTRICITE DISTRIBUEE A PARTIR DE SOURCES D'ENERGIE RENOUVELABLES ET DURABLES.

DAMP ELECRIE possède actuellement une forte présence dans son pays d'origine, le Brésil, et a réussi à saisir plusieurs opportunités de s'exporter sur des marchés choisis. En conséquence, la stratégie adoptée depuis est d'accélérer et de consolider la pénétration de nouveaux marchés, avec un effort spécial porté sur l'Amérique du Sud, Centrale et du Nord et l'Afrique afin de devenir un véritable participant à l'échelle mondiale.



FABRICATION DE TOUR DE TRANSMISSION À LATTES MÉTALLIQUES ET STATION DE TEST

DAMP ELECTRIC possède une importante expérience dans le domaine de la conception, de l'expérimentation et de la fabrication de tours pour lignes de transmission Haute tension et programmes pour accessoires électriques qui fut acquises durant les 30 à 40 dernières années et mise à disposition de l'entreprise par un groupe de professionnels unis à DAMP ELECTRIC depuis 2004.

NOTRE MISSION :

Améliorer la vie des personnes, de notre entreprise, de notre industrie et de notre monde, par le biais de la création constante de solutions innovatrices selon besoins pour satisfaire notre clientèle, ajouter plus de disponibilité et de capacité de production à nos réseaux de distribution d'électricité.

NOTRE VISION :

Afin de remplir notre mission en tant qu'entreprise d'excellence nous proposons :

1. Générer confiance et fiabilité
2. Promouvoir les personnes, la connaissance et le bien-être
3. Procurer l'excellence professionnelle et encourager l'innovation
4. Respecter la nature et promouvoir l'économie d'énergie



BMG LUX® MICROGÉNÉRATEUR D'ÉNERGIE THERMIQUE PAR BIOMASSE

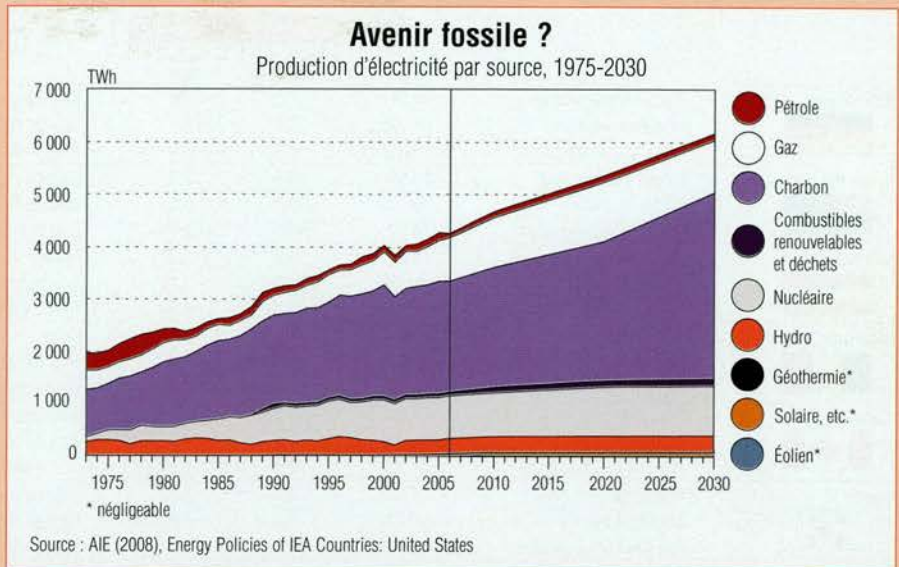
DAMP ELECTRIC a engagé l'inventeur et acquis le brevet pour développer, produire et vendre BMG LUX, un micro générateur d'énergie thermique alimenté au moyen de tout type de biomasse. Au cours des 5 dernières années, l'inventeur s'est chargé de la conception, du montage du prototype et des expérimentations de ce micro générateur, qui a amélioré considérablement son rendement au cours de cette période, au point qu'il est prêt pour son lancement sur le marché



Énergie américaine

La quasi-totalité de la demande d'énergie américaine est dépendante des combustibles fossiles. Le charbon domine la production électrique : il en représente plus de la moitié, tandis que le nucléaire et le gaz naturel fournissent chacun environ un cinquième de l'électricité totale. Le gaz naturel a remplacé le nucléaire en tant que deuxième source d'énergie en 2006, selon une publication récente, Energy Policies of IEA Countries: United States, et les sources d'énergie renouvelables, dont l'hydroélectricité, représentent 9,5 % du total.

La demande d'électricité aux États-Unis a augmenté de 41 % entre 1990 et 2005, et devrait continuer à croître, plus lentement, selon l'AIE. Les centrales au gaz représentent environ la moitié des nouvelles installations en construction, et elles continueront à être prépondérantes d'ici 2010 ou même 2015. Au-delà de cette date, les centrales au charbon joueront un rôle plus important, et représenteront finalement plus de la moitié des nouvelles installations entre 2006 et 2030, tandis que les centrales au gaz compteront pour 36 % du total. Les énergies renouvelables devraient



représenter 6 % des nouvelles installations, selon l'étude, en partie grâce aux nouveaux standards énergétiques mis en place dans certains États. Les nouvelles sources d'énergie comme la géothermie, la biomasse ou le solaire ont légèrement augmenté entre 2001 et 2005, tandis que l'éolien arrive en tête des nouvelles sources d'énergie renouvelables. Les nouvelles installations nucléaires devraient fournir environ

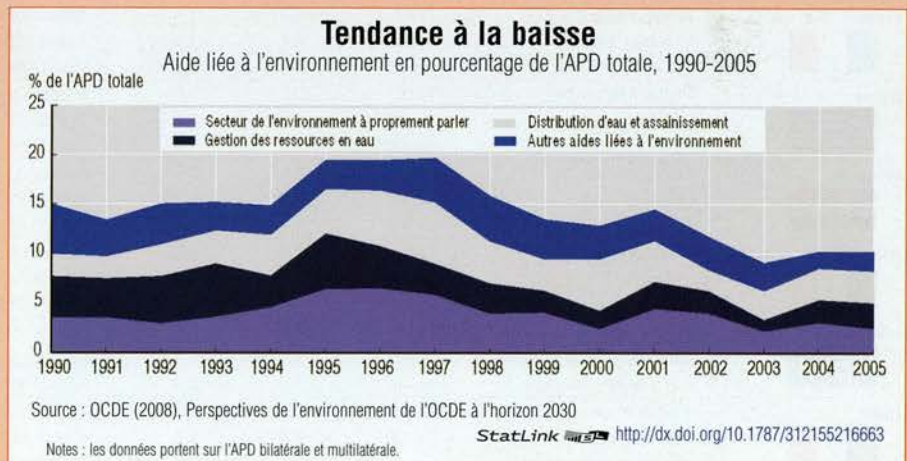
4 % de l'électricité totale. Selon le rapport, un regain d'intérêt pour le nucléaire est probable, même si les nouvelles installations n'entreront en service que petit à petit, à partir de 2015 au plus tôt. ■

Energy Policies of IEA Countries: United States est disponible sur www.oecd.org/librairie, ISBN 9789264030732.

Aide environnementale

Bien que l'environnement soit très présent sur la scène politique internationale, la part de l'aide au développement pour l'environnement dans l'aide totale a décliné depuis 1996. Cette tendance intervient malgré une augmentation du financement de l'aide : l'aide publique au développement (APD) totale a augmenté de 32 % entre 2004 et 2005, pour atteindre le record de 107,1 milliards de dollars, puis a légèrement décliné en 2006. En 2005, l'aide liée à l'environnement représentait environ 12 milliards, contre 10 en 1997. Cependant, sa part dans l'APD totale a presque été réduite de moitié sur la même période, passant de 19,6 % à 10,2 %. Elle est restée stable autour de 10 % entre 2002 et 2005.

Des changements dans la structure d'ensemble de l'aide expliquent partiellement ce déclin. Ainsi, les fonds sont souvent acheminés à travers les budgets généraux d'aide, il est donc difficile de s'assurer qu'ils aillent bien à l'environnement. Par ailleurs, le « cœur » de l'aide environnementale (protection de la nature, gestion des déchets, énergies renouvelables) a



















decliné, notamment parce que les donateurs bilatéraux – fournissant plus de 80 % de cette aide – se sont davantage portés sur l'aide liée à l'eau. Il y a eu des réductions dans l'aide non environnementale également, alors que davantage d'APD a été allouée à l'allègement de la dette, aux urgences ou autres projets non spécifiques.

La situation est contrastée pour l'eau. L'aide en direction de ce secteur restera probablement au-dessus de 40 % du total de l'aide

environnementale, selon une définition large prenant en compte les Objectifs du millénaire pour le développement et la gestion des ressources. Mais une définition plus étroite montre un déclin de l'APD au secteur de l'eau et de l'assainissement, de 11 % de l'APD totale en 1997 à 8 % en 2006. ■

Pour plus de statistiques de l'OCDE sur le développement, voir le Système de notification des pays créancier (SNPC) : www.oecd.org/cad/stats/sdienligne.

			Variation (%) par rapport à :						Niveau :	
			période précédente	année précédente					valeur courante	même période année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T4 07	0,3	1,8	Balance courante	T4 07	66,75	50,91	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,1	-2,6	Taux de chômage	jan. 08	7,60	8,80	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,4	2,8	Taux d'intérêt		*	*	
	Australie	Produit intérieur brut	T4 07	0,6	3,9	Balance courante	T4 07	-17,19	-11,60	
		Indicateur avancé	déc. 07	-0,6	-0,5	Taux de chômage	jan. 08	4,10	4,50	
		Prix à la consommation	T4 07	0,9	3,0	Taux d'intérêt	jan. 08	7,18	6,43	
	Autriche	Produit intérieur brut	T4 07	0,7	3,3	Balance courante	T3 07	0,95	1,83	
		Indicateur avancé	jan. 08	0,0	-2,7	Taux de chômage	jan. 08	4,20	4,50	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,3	3,3	Taux d'intérêt		*	*	
	Belgique	Produit intérieur brut	T4 07	0,5	2,4	Balance courante	T3 07	3,01	3,28	
		Indicateur avancé	jan. 08	0,0	-1,0	Taux de chômage	jan. 08	7,00	7,90	
		Prix à la consommation	fév. 08	0,7	3,6	Taux d'intérêt		*	*	
	Canada	Produit intérieur brut	T4 07	0,2	2,9	Balance courante	T4 07	-0,52	4,06	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-2,4	Taux de chômage	jan. 08	5,80	6,20	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,2	2,2	Taux d'intérêt	fév. 08	3,88	4,35	
	Corée	Produit intérieur brut	T4 07	1,5	5,7	Balance courante	jan. 08	-2,03	0,05	
		Indicateur avancé	jan. 08	3,4	1,6	Taux de chômage	jan. 08	3,00	3,30	
		Prix à la consommation	fév. 08	0,4	3,6	Taux d'intérêt	fév. 08	5,28	4,95	
	Danemark	Produit intérieur brut	T4 07	0,4	2,0	Balance courant	T3 07	0,99	2,03	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,6	-3,4	Taux de chômage	déc. 07	3,10	3,70	
		Prix à la consommation	jan. 08	0,3	2,9	Taux d'intérêt	fév. 08	4,37	3,94	
	Espagne	Produit intérieur brut	T4 07	0,8	3,5	Balance courante	nov. 07	-16,11	-12,37	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-1,9	Taux de chômage	jan. 08	8,80	8,20	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,6	4,3	Taux d'intérêt		*	*	
	États-Unis	Produit intérieur brut	T4 07	0,2	2,5	Balance courante	T3 07	-178,46	-217,33	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,9	-2,6	Taux de chômage	jan. 08	4,90	4,60	
		Prix à la consommation	jan. 08	0,5	4,3	Taux d'intérêt	jan. 08	3,84	5,32	
	Finlande	Produit intérieur brut	T4 07	0,9	3,8	Balance courante	déc. 07	-0,61	0,13	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-2,3	Taux de chômage	jan. 08	6,40	7,10	
		Prix à la consommation	jan. 08	1,0	3,8	Taux d'intérêt		*	*	
	France	Produit intérieur brut	T4 07	0,3	2,1	Balance courante	déc. 07	-3,95	-2,68	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,4	-1,4	Taux de chômage	jan. 08	7,80	8,70	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,1	2,8	Taux d'intérêt		*	*	
	Grèce	Produit intérieur brut	T4 07	0,7	3,6	Balance courante	déc. 07	-6,05	-2,62	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-3,1	Taux de chômage	sept. 07	8,20	8,70	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,3	3,9	Taux d'intérêt		*	*	
	Hongrie	Produit intérieur brut	T4 07	0,1	0,5	Balance courante	T3 07	-2,07	-1,79	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-1,5	Taux de chômage	jan. 08	7,20	7,30	
		Prix à la consommation	jan. 08	0,9	7,1	Taux d'intérêt	fév. 08	7,73	8,03	
	Irlande	Produit intérieur brut	T3 07	1,4	3,9	Balance courante	T3 07	-2,98	-2,27	
		Indicateur avancé	jan. 08	-1,1	-10,8	Taux de chômage	jan. 08	4,70	4,30	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,5	4,3	Taux d'intérêt		*	*	
	Islande	Produit intérieur brut	T3 07	1,0	4,1	Balance courante	T4 07	-1,29	-1,13	
		Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	jan. 08	0,80	1,10
		Prix à la consommation	fév. 08	1,4	6,9	Taux d'intérêt	jan. 08	15,05	16,87	
	Italie	Produit intérieur brut	T3 07	0,4	1,9	Balance courante	sept. 07	-5,84	-7,00	
		Indicateur avancé	jan. 08	0,4	-3,5	Taux de chômage	sept. 07	6,00	6,50	
		Prix à la consommation	fév. 08	0,2	2,9	Taux d'intérêt		*	*	
	Japon	Produit intérieur brut	T4 07	0,9	1,8	Balance courante	déc. 07	16,49	16,27	
		Indicateur avancé	jan. 08	0,7	-4,4	Taux de chômage	jan. 08	3,80	4,00	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,2	0,7	Taux d'intérêt	jan. 08	0,75	0,49	
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T3 07	0,7	5,6	Balance courante	T3 07	1,35	1,24	
		Indicateur avancé	jan. 08	-0,2	-3,7	Taux de chômage	jan. 08	4,60	4,90	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,6	3,3	Taux d'intérêt		*	*	
	Mexique	Produit intérieur brut	T4 07	0,7	3,8	Balance courante	T3 07	-1,65	-0,96	
		Indicateur avancé	jan. 08	0,8	0,8	Taux de chômage	déc. 07	3,80	3,90	
		Prix à la consommation	jan. 08	0,5	3,7	Taux d'intérêt	fév. 08	7,51	7,19	
	Norvège	Produit intérieur brut	T4 07	1,3	4,6	Balance courante	T3 07	17,30	15,32	
		Indicateur avancé	jan. 08	-1,6	0,5	Taux de chômage	déc. 07	2,40	2,80	
		Prix à la consommation	jan. 08	-0,4	3,7	Taux d'intérêt	fév. 08	5,91	4,20	

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Produit intérieur brut	T3 07	0,3	3,4	Balance courante	T3 07	-2,69	-1,97
	Indicateur avancé	déc. 07	-0,2	-3,4	Taux de chômage	T4 07	3,40	3,80
	Prix à la consommation	T4 07	1,2	3,2	Taux d'intérêt	fév. 08	8,82	7,75
	Produit intérieur brut	T4 07	1,2	4,3	Balance courante	T3 07	12,65	13,10
	Indicateur avancé	jan. 08	0,1	-0,2	Taux de chômage	jan. 08	2,90	3,50
	Prix à la consommation	jan. 08	0,3	2,0	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T4 07	2,0	6,7	Balance courante	déc. 07	-2,48	-1,36
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,5	-8,8	Taux de chômage	jan. 08	8,60	11,10
	Prix à la consommation	déc. 07	0,3	3,9	Taux d'intérêt	jan. 08	5,65	4,19
	Produit intérieur brut	T4 07	0,7	2,0	Balance courante	déc. 07	-2,20	-1,27
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,6	-0,9	Taux de chômage	jan. 08	7,50	8,20
	Prix à la consommation	jan. 08	-0,1	2,9	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T4 07	3,1	11,7	Balance courante	T3 07	-1,23	-1,28
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,5	2,5	Taux de chômage	jan. 08	10,40	11,60
	Prix à la consommation	jan. 08	1,3	3,8	Taux d'intérêt	sept. 07	8,35	8,89
	Produit intérieur brut	T3 07	1,4	6,1	Balance courante	T3 07	-1,81	-1,35
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,7	2,1	Taux de chômage	jan. 08	4,70	5,90
	Prix à la consommation	jan. 08	3,0	7,6	Taux d'intérêt	fév. 08	3,94	2,59
	Produit intérieur brut	T4 07	0,6	2,9	Balance courante	T3 07	-40,52	-24,82
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,4	-1,0	Taux de chômage	nov. 07	5,10	5,40
	Prix à la consommation	jan. 08	-0,7	2,2	Taux d'intérêt	fév. 08	5,61	5,52
	Produit intérieur brut	T4 07	0,8	2,6	Balance courante	T4 07	12,63	9,37
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,3	-3,1	Taux de chômage	jan. 08	5,60	6,70
	Prix à la consommation	jan. 08	-0,8	3,2	Taux d'intérêt	fév. 08	4,21	3,29
	Produit intérieur brut	T4 07	1,0	3,6	Balance courante	T3 07	19,33	14,37
	Indicateur avancé	jan. 08	0,0	-5,5	Taux de chômage	T4 07	3,50	3,80
	Prix à la consommation	fév. 08	0,1	2,4	Taux d'intérêt	jan. 08	2,65	2,19
	Produit intérieur brut	T3 07	-1,2	1,8	Balance courante	T3 07	-10,01	-8,04
	Indicateur avancé	jan. 08	2,6	-0,4	Taux de chômage	nov. 07	10,10	9,60
	Prix à la consommation	jan. 08	0,8	8,2	Taux d'intérêt	jan. 08	15,38	..
	Produit intérieur brut	T4 07	0,4	2,2	Balance courante	déc. 07	-15,00	2,51
	Indicateur avancé	jan. 08	-0,1	-2,4	Taux de chômage	jan. 08	7,10	7,70
	Prix à la consommation	jan. 08	-0,4	3,2	Taux d'intérêt	fév. 08	4,36	3,82
	Produit intérieur brut	T3 07	1,8	7,6	Balance courante	T3 07	17,40	25,36
	Indicateur avancé	jan. 07	-0,3	2,5	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	déc. 07	1,1	11,9	Taux d'intérêt	déc. 07	7,45	7,05
	Produit intérieur brut	T3 07	1,7	5,6	Balance courante	T3 07	-1,20	5,28
	Indicateur avancé	jan. 07	-0,6	4,2	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	jan. 07	0,5	4,6	Taux d'intérêt	..	..	..
	Produit intérieur brut		..	..	Balance courante	..	..	..
	Indicateur avancé	déc. 07	-0,7	-0,9	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation		..	..	Taux d'intérêt	déc. 07	4,55	2,84
	Produit intérieur brut	T3 07	3,3	8,7	Balance courante	T2 07	-3,87	-3,74
	Indicateur avancé	déc. 07	-0,9	-1,4	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	jan. 07	0,0	5,5	Taux d'intérêt	..	..	..
	Produit intérieur brut	T3 07	2,0	6,5	Balance courante	T3 07	2,56	3,18
	Indicateur avancé	jan. 07	-2,0	1,9	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	fév. 07	0,7	7,4	Taux d'intérêt	jan. 07	7,40	9,26
	Produit intérieur brut	T3 07	1,2	5,0	Balance courante	T3 07	-6,25	-3,92
	Indicateur avancé	déc. 07	-0,7	-4,3	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	déc. 07	1,1	9,3	Taux d'intérêt	fév. 07	10,32	8,66

Définitions et notes :

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars É-U ; corrigées des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile – taux de chômage

standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. *voir zone euro.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

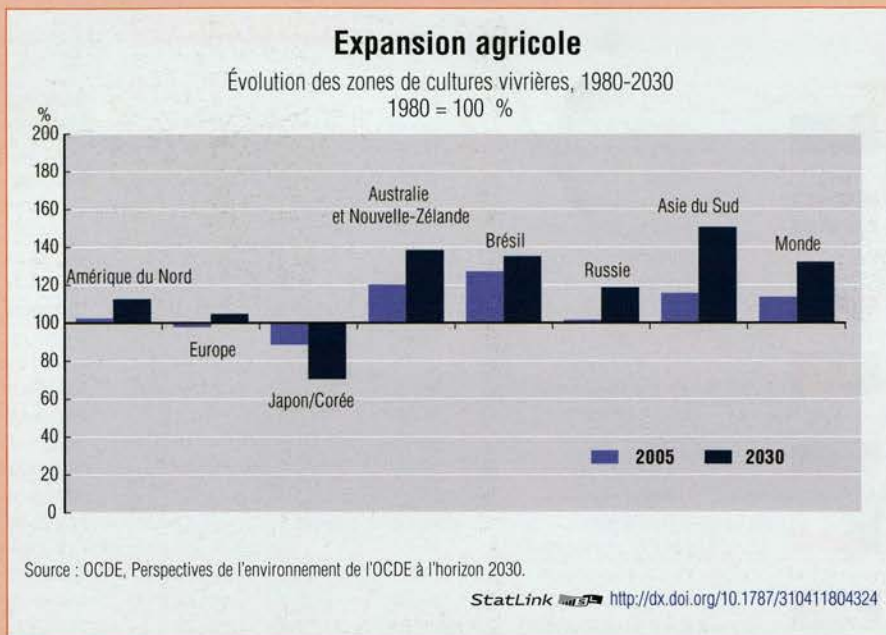
²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, mars 2008.

Nature et cultures

Pour mesurer le déclin de la biodiversité, on devrait s'intéresser à l'expansion des terres cultivables. De 1950 à 1980, il y a eu plus de terres transformées en champs que de 1700 à 1850, soit une période 5 fois plus longue. Ces terres cultivables étaient auparavant des prairies ou forêts, naturellement riches en biodiversité, et ces changements amènent une pression considérable sur les écosystèmes. Pour les experts de l'OCDE, cette expansion est l'une des principales causes du déclin de la biodiversité ; elle est classée « feu rouge » selon la classification au titre des actions urgentes à mener selon les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 (voir page 5).

Cette évolution accompagne habituellement une croissance de la population et des marchés. En plus de fournir des aliments, du bois et des fibres, l'agriculture devient une source grandissante de biocarburants. L'usage agricole mondial des terres devrait s'accroître encore d'environ 10 % d'ici 2030 pour répondre aux besoins en cultures et en bétail. Il s'agit d'un défi, notamment en



Europe occidentale et au Japon, où les régions densément peuplées empiètent déjà sur les régions rurales et naturelles. La superficie des terres naturelles, qui est une mesure de la biodiversité, ne représente déjà que 48 % du total actuellement, et devrait encore baisser jusqu'à 40 % en 2030, suite à une expansion des terres agricoles en Europe centrale et orientale.

D'autres pressions sur la biodiversité seront exercées en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Des expansions des terres cultivables sont également probables en Russie, en Asie et en Afrique. ■

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 est disponible sur www.oecd.org/librairie, ISBN 9789264040502.

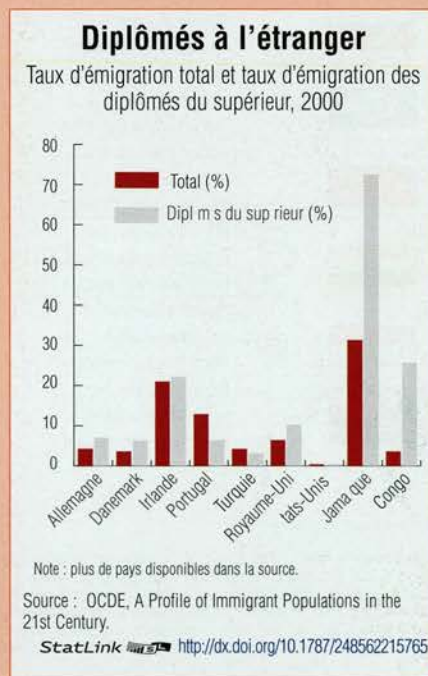
Têtes migrantes

Environ 72 % des personnes nées à la Jamaïque et titulaires d'un diplôme du supérieur vivent dans les pays de l'OCDE, selon un nouveau rapport. Bien que la Jamaïque soit de loin le pays ayant le niveau d'émigration le plus fort pour les personnes disposant de telles qualifications (acquises à l'étranger ou non), cette nouvelle étude montre que certains pays de l'OCDE suivent ce modèle. Les données, qui couvrent la somme des émigrants jusqu'en 2000, montre que 22,1 % de l'élite académique irlandaise vit dans un autre pays de l'OCDE, contre 10 % pour le Royaume-Uni. En revanche, à peine plus de 3 % des diplômés turcs vivent dans un autre pays de l'OCDE.

Dans la zone OCDE, le taux d'émigration tend à être plus élevé pour les personnes ayant suivi des études supérieures que pour la population dans son ensemble. Ceci est

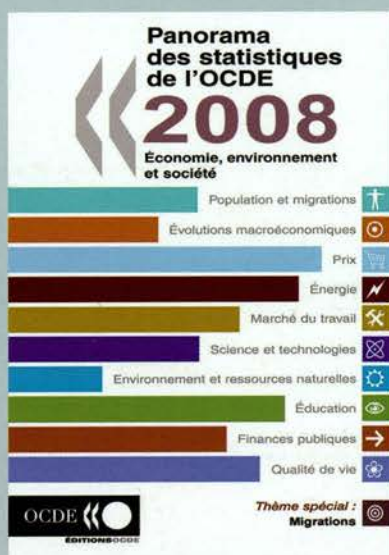
dû principalement à un manque d'opportunités professionnelles, des instabilités politiques ou sociales dans le pays d'origine, ou à la perspective d'un plus haut revenu et d'une meilleure qualité de vie ailleurs. Cette constatation soulève plusieurs questions politiques. Il y a la fuite des cerveaux, pour les pays qui peinent à retenir leurs chirurgiens, enseignants, ingénieurs, etc. Par ailleurs, les immigrés trouvent souvent des emplois ne correspondant pas à leurs hautes qualifications. Des politiques visant à mieux intégrer ces groupes seraient bénéfiques pour les immigrants et leurs pays d'accueil, selon le rapport. Les femmes doivent affronter des difficultés supplémentaires, même dans les pays nordiques, relativement égalitaires, où la différence de taux d'emploi entre les femmes nées dans le pays ou à l'étranger est de 12 %. ■

A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century sur www.oecd.org/librairie, ISBN 9789264040908.



Faits et chiffres

COMPTEZ SUR NOS CHIFFRES



Plus de 100 indicateurs économiques, sociaux et environnementaux sur des thèmes tels que l'éducation, l'environnement, la science et la technologie, la qualité de vie, et bien d'autres encore.

Tous les fichiers Excel® correspondant aux graphiques et tableaux sont accessibles en ligne grâce à notre service primé StatLink.

« **Essentiel** »

Choice magazine

« **Idéal** pour les étudiants en économie »

L'Expansion

« Les données sont accompagnées d'analyses explicatives et de graphiques **faciles à comprendre**, qui permettent d'établir des comparaisons **claires** entre pays. »

Publi News

Et aussi, L'OCDE en chiffres 2007

Depuis 1988
Publié en français et en anglais
observer@oecd.org
www.oecd.org/enchiffres
Prix : 15€ 20 USD 10£ 2 000¥
Offert pour un abonnement à L'Observateur de l'OCDE :
ISSN 03043398 ; sales@oecd.org
Disponible sur www.oecd.org/librairie

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE

POUR PLUS D'INFORMATION :
www.oecd.org/publications/panoramastats
www.oecd.org/enchiffres
COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE
DÈS MAINTENANT



Format de poche !

**Climate Change
Growth
Stability**

OECD FORUM

2008

FORUM OCDE

**Changement Climatique
Croissance
Stabilité**

**Register now:
Inscrivez-vous :**
www.oecd.org/forum2008

3-4 June/ juin 2008

Centre de conférences de l'OCDE, Paris

www.oecd.org/forum2008

